



**N° DP 25/84**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME CONSENTIE AU GROUPEMENT TERMINAL AUTOMOBILES SERVICE/LOGICAR - ZIP DE BREGAILLON COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n° 24D71 du 28 novembre 2024 de l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var portant autorisation d'occupation temporaire au bénéfice du Groupement TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES (TAS) et LOGICAR,

**VU** le projet d'autorisation d'occupation temporaire, ci-annexé,

**CONSIDERANT** les mises en concurrence effectuées par la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var le 20 juin 2023 et du 14 mai 2024 relatives au lot 7 de la Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon à La Seyne-sur-Mer,

**CONSIDERANT** qu'au terme de cette consultation il n'y a eu qu'une seule candidature, et que le bureau de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var, réunie le 28 novembre 2024, a validé cette candidature du Groupement TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES (TAS) et LOGICAR au regard de d'une occupation du lot 7 jusqu'au 31 décembre 2026,

**CONSIDERANT** que la concession d'outillage public et de terre-pleins du port de Toulon et ses annexes accordée à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var le 24 janvier 1956 expirera le 31 décembre 2025,

**CONSIDERANT** que la délibération prise par la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var portant autorisation d'occupation temporaire au bénéfice du Groupement TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES (TAS) et LOGICAR prévoit que la convention prendra fin le 31 décembre 2026,

**CONSIDERANT** dès lors qu'il convient d'établir une convention tripartite entre le Groupement TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES (TAS) et LOGICAR, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'occupation de 2.120 m<sup>2</sup> de terrain non-revêtu correspondant au lot 7 de la Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon à La Seyne-sur-Mer,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'autorisation d'occupation temporaire non constitutive de droits réels avec le Groupement TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES (TAS) et LOGICAR et la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

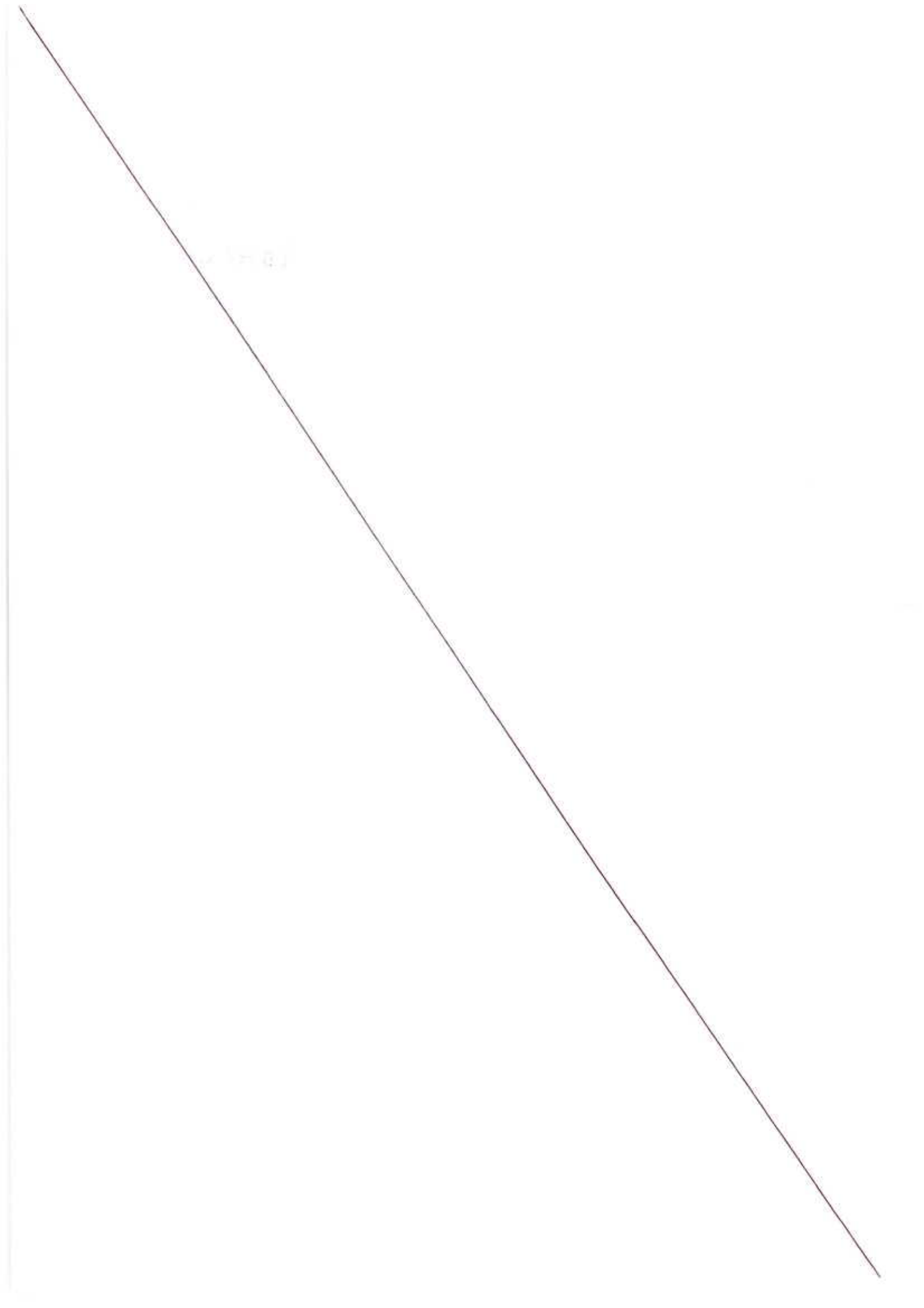
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 30 FEV. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DU DOMAINE PUBLIC MARITIME**

**GROUPEMENT TAS/LOGICAR  
(SAS TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES  
SAS LOGICAR TOULON)**  
(Terrain non revêtu – Lot 7 ZIP de Brégaillon)



**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS**

**N° 2024.012**

**Bénéficiaire : GROUPEMENT TAS/LOGICAR (SAS TERMINAL AUTOMOBILES  
SERVICES (TAS) – SAS LOGICAR TOULON)**

**Durée : de la notification jusqu'au 31 décembre 2026**

**Localisation : Zone Industriale Portuaire de Brégaillon**

**ENTRE**

**LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE ET TERRITORIALE  
DU VAR**

Etablissement Public créé par Ordonnance du 13 Juin 1833, régi par les dispositions du titre premier du livre septième du code de commerce,

Domiciliée en son hôtel sis à Toulon, 236 Boulevard Maréchal Leclerc,

Agissant en qualité de Concessionnaire des terrains domaniaux incorporés dans la concession d'outillage du port de Toulon Commerce réglementé par le cahier des charges annexé à l'arrêté Ministériel du 24 Janvier 1956 modifié par avenants,

Représentée par Monsieur Basil GERTIS, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée Générale en sa séance du 23 novembre 2021, et en vertu de la délibération de l'Assemblée Générale n° 24D71 du 28 novembre 2024.

Ci-après dénommée "le Concessionnaire",

**ET**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Créée par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017,

Domiciliée en son Hôtel sis 107, bd Henri Fabre à Toulon - CS 30536 – 83041 Cedex 9,

Représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, en sa qualité de Président de la Métropole, dûment habilité aux présentes, en vertu de la délibération 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau

Ci-après dénommée "le Concédant", "l'Autorité Concédante",

**ET**

**GROUPEMENT TAS/LOGICAR (SAS TERMINAL AUTOMOBILES SERVICE (TAS) – SAS  
LOGICAR TOULON)**

Représenté par son mandataire :

Raison sociale	TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES - TAS
Forme juridique / Capital social	SAS au capital social de 7500 Euros
N° SIREN/SIRET	319 742 136 - RCS de TOULON
Adresse du siège social	Lot 8 – Zone Industriale Portuaire de Brégaillon – 663 avenue de la 1 <sup>ère</sup> Armée Française – 83500 LA SEYNE-SUR-MER
Nom et qualité du Représentant légal, signataire	Monsieur Christophe SANTONI, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité(e) à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée "Le Bénéficiaire",

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

Il est convenu ce qui suit :

*Au préalable, les parties se sont accordées sur les définitions et désignations suivantes :*

- « **CONCESSIONNAIRE** » : La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var en sa qualité de Concessionnaire, pour la durée de son Contrat de Concession ;
- « **CONCEDANT** »  
« **AUTORITE  
CONCEDANTE** » : désigne la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- « **OCCUPATION** » : désigne la mise à disposition d'une installation à usage privatif ;
- « **PORTS DE TOULON** » : désigne indifféremment les plateformes portuaires et ports suivants :
- Port de commerce de Toulon Côte d'Azur (TCA) ;
  - Zone Industriale Portuaire de Brégaillon ;
  - Môle Marepolis ;
  - Bois Sacré.
- « **REDEVANCE DOMANIALE** » : désigne la redevance due en contrepartie de l'occupation du domaine public.  
Elle peut être constituée d'une part fixe et d'une part variable ;
- « **TARIF D'OUTILLAGE PUBLIC** » : désigne le recueil des tarifs appliqués par le Concessionnaire et issu d'une procédure tarifaire régulièrement instruite.

Les termes « **BENEFICIAIRE** » et « **AUTORISATION** » peuvent être utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel.



## PREAMBULE :

Par arrêté Ministériel en date du 24 janvier 1956, l'Etat, propriétaire des ports de Toulon, a confié à la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var la gestion des terrains domaniaux incorporés dans la concession d'outillage du port de Toulon Commerce, règlementé par le cahier des charges modifié par voie d'avenant.

En application des dispositions du cahier des charges de la concession, modifié par voie d'avenant, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var est autorisée à accorder, sur le domaine public dont elle est Concessionnaire, des autorisations d'activité et/ou d'occupation du domaine public assorties du paiement d'une redevance et dans le respect des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var a publié un Appel à Manifestation d'Intérêts en date du 20/06/2023 et rectificatif du 20/08/2023 visant à mettre à disposition des parcelles dont le lot 7 de la Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon. Toutefois, ce lot n'a pas été attribué pour motif d'intérêt général, car la durée d'occupation du lot a dû être réduite et son terme fixé au 31/12/2026.

Par conséquent, conformément aux dispositions de l'Ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 et de l'article L.2122-1-1 et suivants du Code Général de Propriété des Personnes Publiques, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var a procédé à une mise en concurrence préalable à la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et une mesure de publicité sur le site internet des Ports Rade de Toulon du 14 mai ou 12 juillet 2024 pour le lot 7.

Seul le Groupement TAS/LOGICAR a répondu à cette mise en concurrence. Après avis favorable du bureau du 15/11/2024 et par délibération de l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var n°24D71 du 28 novembre 2024, il a donc été décidé, à cet effet, d'accorder à cette dernière une autorisation d'occupation temporaire non constitutive de droits réels.

## PREMIERE PARTIE – CLAUSES ET CONDITIONS PARTICULIERES D'OCCUPATION

### ARTICLE PRELIMINAIRE. CARACTERE TRIPARTITE

La durée de l'autorisation d'occupation allant au-delà de la durée de la concession dévolue au Concessionnaire qui prendra fin le 31 décembre 2025, la présente est conclue de manière tripartite avec le Concédant afin de garantir les droits et obligations de chacune des parties et d'acter l'accord du Concédant sur cette durée. A l'expiration de la concession évoquée ci-avant, le Concédant et/ou le nouveau Concessionnaire se substitueront de plein droit dans les droits et obligations du Concessionnaire au titre de la présente convention, qui se poursuivra jusqu'à son terme.

### ARTICLE 1. OBJET DE L'AUTORISATION

Par dérogation aux dispositions de l'article L.2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) la présente autorisation d'occupation temporaire n'est pas constitutive de droits réels et a pour objet de définir les conditions particulières et générales dans lesquelles le Bénéficiaire est autorisé à occuper, sous le régime des Autorisations d'Occupation Temporaire du domaine public, à titre précaire et révocable, des installations situées sur le domaine public du Concessionnaire et à y exercer une ou plusieurs activités.

### ARTICLE 2. DESIGNATION DES INSTALLATIONS MISES A DISPOSITION

Le Concessionnaire autorise le Bénéficiaire à occuper les installations désignées ci-après et délimitées sur le plan ci-annexé (**Annexe n° 1 : Plans de situation des lieux concernés**) :

ZIP DE BREGAILLON		
Localisation	Nature des installations	Superficie
Lot 7	Terrain non revêtu	2120 m <sup>2</sup>
TOTAL		2120 m <sup>2</sup>

### ARTICLE 3. AUTORISATION D'ACTIVITE(S)

Les installations précitées sont mises à disposition du Bénéficiaire, lequel est autorisé à y exercer les activités suivantes à l'exception de toutes autres activités :

Transport et logistique automobile – Location de véhicules

Tout changement ou adjonction d'activité du Bénéficiaire est interdit sans autorisation préalable et écrite du Concessionnaire.

A défaut, la présente autorisation pourra être révoquée par le Concessionnaire, dans les conditions prévues aux présentes.

#### ARTICLE 4. CONDITION SUSPENSIVE

Sans objet

#### ARTICLE 5. CONDITIONS FINANCIERES

##### 1. Redevance domaniale :

En contrepartie de l'autorisation d'occuper les installations mises à disposition aux termes de la présente autorisation, le Bénéficiaire versera au Concessionnaire une redevance d'occupation.

*TOP EMTC valeur 2024*

\* Titre 10.1 – Frais de Gestion de dossier pour la mise à disposition de bureaux :  
Frais de gestion de dossier : **350 € HT**

##### - Redevance d'occupation pour les surfaces de terre-pleins :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

*TOP EMTC valeur 2024*

\* Titre 9 - Pour les surfaces de terre-pleins :  
Surface de terre-plein non revêtu : **0,50 € HT / m<sup>2</sup>/mois**

Soit pour la superficie mise à disposition, à savoir 2120 m<sup>2</sup> : **1060 € HT / mois**

##### - Redevance fournitures diverses :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

*TOP EMTC valeur 2024*

\* Titre 3.1 – Pour la fourniture d'eau douce :  
Le m<sup>3</sup> (matériel et frais de branchement inclus) : **4.09 € HT**  
Minimum de perception de 10m<sup>3</sup>

A ces sommes s'ajoutera la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

##### 2. Charges communes :

Sans objet

### 3. Prestations individuelles :

En sus de la redevance et des charges communes mentionnées ci-avant, il est rappelé que le Bénéficiaire prend en charge les coûts des prestations individuelles liées à son occupation, dont le fluide, les consommations et toutes fournitures, la TVA au taux en vigueur ainsi que les impôts et taxes foncières tels que prévus aux présentes.

Il est également rappelé que le Bénéficiaire ne pourra en aucun cas utiliser les bornes électriques du Concessionnaire pour recharger leur véhicule, sauf si ce dernier possède un compteur individuel.

La responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ne peut être recherchée en cas d'interruption ou de perturbation survenant dans la fourniture de la prestation et résultant notamment de travaux ou de modifications exécutés sur les réseaux et installations dans l'intérêt de l'aménagement, de l'équipement, ou de l'exploitation du Port, ou dans le cas de force majeure.

### 4. Application du Tarif d'Outillage Public :

En tout état de cause, le Concessionnaire est tenu d'appliquer les dispositions du Tarif d'Outillage Public (TOP) à l'ensemble des prestations et services fournis.

### 5. Garantie de paiement :

- a) Le Bénéficiaire devra au jour de la signature des présentes remettre au Concessionnaire, en garantie du paiement de la redevance et de la bonne exécution des clauses et conditions de la présente autorisation, un dépôt de garantie correspondant à deux trimestres de redevances mentionnées au point 1 toutes taxes comprises (TTC), à savoir **7632 euros**.

Ce dépôt de garantie, non productif d'intérêt, sera réactualisé par le Bénéficiaire en cas de modification des conditions financières et/ou des conditions d'occupation.

Le dépôt de garantie peut être remplacé par la constitution d'une garantie à première demande.

- b) En cas de défaut de paiement, le Concessionnaire adressera au Bénéficiaire une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de s'acquitter des sommes dues sous 15 jours à compter de la réception de celle-ci.

Passé ce délai le Concessionnaire affectera le montant du dépôt de garantie ou mettra en jeu la garantie à première demande fournie à hauteur des sommes dues.

- c) Cette garantie devra être reconstituée intégralement dans un délai de 30 jours, à réception de la mise en demeure qui sera adressée par le Concessionnaire au Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception, sous peine de révocation de plein droit de la présente autorisation.



## 6. Révision :

La redevance d'occupation, les charges et le coût des prestations individuelles, telles que définies ci-avant, seront révisés chaque année en fonction de la variation du tarif d'outillage public applicable.

## 7. Conditions de Règlement

Les sommes dues au Concessionnaire au titre de la redevance d'occupation sont facturées d'avance trimestriellement.

En cas de retard dans le règlement d'une somme quelconque due au Concessionnaire dans le cadre de la présente autorisation, toute somme échue portera intérêt à un taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur, sous réserve de tous autres droits et recours.

L'intérêt sera dû de plein droit dès la date d'exigibilité de la somme correspondante.

En cas d'occupation après résiliation ou non renouvellement de l'autorisation, en sus des pénalités prévues aux présentes, la redevance reste due pour la durée d'occupation, à titre d'indemnité pour le Concessionnaire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés.

Sauf dans le cas de résiliation dans l'intérêt général, les redevances payées d'avance par le Bénéficiaire resteront acquises au Concessionnaire, sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

## ARTICLE 6. DISPOSITIONS TRANSITOIRES - DUREE

### Dispositions transitoires :

Compte tenu de l'occupation effective de l'occupant (sur constat d'occupation depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2024), ce dernier sera redevable des redevances et des charges afférentes de ladite occupation.

### Durée :

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2026.

A l'issue de la présente autorisation, le Bénéficiaire sera tenu de libérer les lieux.

## ARTICLE 7. AMENAGEMENTS AUTORISES

Sans objet.

## ARTICLE 8. DROIT REEL

Par dérogation aux dispositions de l'article L.2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) la présente autorisation d'occupation temporaire n'est pas constitutive de droits réels.

## DEUXIEME PARTIE – CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION

### ARTICLE 9. CONDITIONS GENERALES

1. Les installations doivent être occupées et exploitées sans discontinuité.
2. La présente autorisation est conclue sous le régime des occupations du domaine public. Elle est donc régie par les seules règles du droit administratif, notamment des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Sauf dispositions expresses contraires, la présente autorisation échappe aux règles en matière de location, notamment à la législation relative notamment aux baux ruraux et aux baux professionnels ou d'habitation.

Concernant les baux commerciaux et notamment l'exploitation de fonds de commerce sur le domaine public, ces derniers sont présumés inexistants sauf à apporter la preuve de l'existence d'une clientèle propre.

3. Les Lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, aux installations classées, à l'urbanisme, à la police et d'une manière générale les lois et règlements applicables, en particulier le code des transports et le règlement de police du port, doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire.
4. Le Bénéficiaire occupe et exploite les installations désignées ci-avant sous sa responsabilité et à ses risques et périls et fait son affaire de l'obtention et du maintien de toutes les éventuelles autorisations administratives nécessaires à cette exploitation.

### ARTICLE 10. CARACTERE PERSONNEL DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel. Le Bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité, les biens mis à sa disposition.

En conséquence, la présente autorisation ainsi que les biens sur lesquels porte cette dernière ne pourront en aucun cas faire l'objet ni de location, ni de cession, ni de mutation tant à titre onéreux qu'à titre gratuit.

L'utilisation des lieux par un tiers constitue une violation des règles régissant l'occupation du domaine public et entraîne la révocation de la présente autorisation dans les conditions énoncées aux présentes.

En cas de cession non autorisée, le Bénéficiaire restera solidairement responsable des conséquences de l'occupation.

Le Bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance du Concessionnaire dans un délai d'une semaine à compter de sa constatation, tout fait quel qu'il soit, notamment tout usurpation ou dommage susceptible de porter préjudice au domaine public et/ou aux droits du Concessionnaire.

## **ARTICLE 11. ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente autorisation et de tout ce qui s'y rattache, les parties font élections de domicile pour le Concessionnaire et pour le Concédant en leur Hôtel à Toulon et pour le Bénéficiaire à l'adresse de son siège social.

Chaque partie informera l'autre de tout changement de domicile susceptible d'intervenir.

## **ARTICLE 12. EXCLUSIVITE**

La présente autorisation accordée ne confère aucune exclusivité au Bénéficiaire.

Le Concessionnaire conserve la possibilité de délivrer ultérieurement des autorisations ayant un objet similaire avec tout autre opérateur.

## **ARTICLE 13. INTERDICTION DE PUBLICITE**

A défaut d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du Concessionnaire, il est interdit au Bénéficiaire de procéder à de l'affichage publicitaire quel qu'il soit sur l'emprise du domaine public qu'il occupe.

## **ARTICLE 14. AFFICHAGE DES TARIFS PRATIQUES**

Les tarifs sont régulièrement affichés et publiés.

## **ARTICLE 15. ETAT DES LIEUX, EXPLOITATION, ENTRETIEN**

1. Le Bénéficiaire prend les biens énoncés précédemment dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'autorisation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Concédant ou le Concessionnaire, ni réclamer aucune indemnité ni réduction de redevance pour quelque cause que ce soit.

Si nécessaire, les limites des surfaces affectées sont matérialisées, aux frais du Bénéficiaire.

2. Au moment de la prise de possession, un procès-verbal d'état des lieux, complété, si besoin est, par un inventaire, est dressé contradictoirement entre un représentant du Concessionnaire et un représentant du Bénéficiaire.  
Ou le cas échéant, un état des lieux sera établi par un commissaire de justice désigné par la CCI du Var. Les frais afférents seront partagés à part égale entre les 2 parties.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes ou mobiles de matériel ou de mobilier, effectuées ou imposées par le Bénéficiaire, des états des lieux et des inventaires complémentaires contradictoires sont établis

Des états des lieux et des inventaires sont dressés, dans les mêmes conditions en cas de départ du Bénéficiaire pour quelque cause que ce soit.

3. Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante ne supportent aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien ou de réparation qui serait nécessaire pour assurer l'exploitation normale des lieux.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations quelle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux ainsi que les biens mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations qu'il a lui-même réalisées.

Le Bénéficiaire doit maintenir les espaces occupés dans un bon état de propreté et d'entretien et les rendre en fin de la présente autorisation dans l'état dans lequel ils étaient à la date de l'état des lieux.

Ainsi le bénéficiaire s'engage à entretenir :

- la végétation présente sur les espaces qui lui sont mis à disposition. En cas de manquement à cette obligation, il prendra à sa charge l'intégralité des frais liés aux dommages causés aux biens (grillage, portail, etc.)

- en bon état de fonctionnement toutes les installations mises à disposition, telles que les climatiseurs et les installations électriques.

Ce dernier devra justifier d'un contrat de maintenance et délivrer tous les ans un certificat d'entretien et de conformité.

4. Le Bénéficiaire veille à la conservation des biens mis à sa disposition et s'engage à dénoncer immédiatement au Concessionnaire, toute usurpation, entreprise ou dommage, quels qu'en soient leurs auteurs, préjudiciable aux installations qu'il est autorisé à occuper.

D'une manière générale, le Bénéficiaire s'engage à se conformer aux usages et aux règlements en vigueur sur le domaine public maritime.

#### **ARTICLE 16. OBSERVATIONS DES LOIS, REGLEMENTS, CONSIGNES PARTICULIERES ET MESURES DE POLICE**

Le Bénéficiaire est tenu de se conformer aux lois, règlements et consignes en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art, notamment, sans que cette liste ne soit ni exhaustive ni limitative :

- Aux lois et règlements d'ordre général et aux mesures de police générales ou spéciales, ainsi qu'à toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires ;
- Aux lois et règlements relatifs aux contrôles aux frontières et à la douane ;
- Aux lois et règlements sur les dépôts de matières dangereuses ;
- Aux lois et règlements concernant la sécurité des installations et notamment des installations électriques ;
- Aux lois et règlements relatifs à la protection de l'urbanisme et notamment aux dispositions applicables aux Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- Aux lois et règlements fixant, pour le Bénéficiaire, les conditions d'exercice de sa profession et d'une manière générale de son activité ;
- À la réglementation en vigueur en matière de sûreté ;
- Aux lois et règlements en vigueur en matière sociale.



Le Bénéficiaire effectue, à ses frais, toutes les vérifications réglementaires afférentes aux installations ou équipements situés dans les biens lui appartenant ou mis à sa disposition. Il en tient une copie à disposition du Concessionnaire

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra réclamer au Concessionnaire une indemnité ou une réduction de redevance pour le motif que son activité subirait une entrave quelconque du fait des lois, règlements ou consignes visés au présent article.

## **ARTICLE 17. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Concessionnaire est engagé dans une démarche environnementale sur l'ensemble du domaine public maritime et souhaite que le Bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le Bénéficiaire s'engage à :

- Trier l'ensemble des déchets produits par son activité en respectant la réglementation en vigueur.
- Respecter la réglementation en vigueur sur le rejet d'eaux usées non domestiques et veiller à ne rejeter aucune eau polluée dans les réseaux et dans les eaux portuaires.
- Limiter les poussières
- Limiter les nuisances sonores
- Rationnaliser les usages de l'eau avec des équipements performants en matière de consommation d'eau, notamment pour le lavage des véhicules et équipements et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
- Entretenir régulièrement ses équipements pour garantir une consommation en énergie maîtrisée et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation (ampoule basse consommation par exemple)
- Entretenir régulièrement les moteurs des véhicules et équipements pour garantir une consommation en carburant maîtrisée, et un risque de pollution accidentelle minimisée
- Sensibiliser ses collaborateurs aux bonnes pratiques environnementales

En cas de non-respect des obligations énoncées ci-avant, le Concessionnaire adressera un courrier recommandé avec accusé de réception invitant le Bénéficiaire à se rapprocher de ce dernier afin de trouver ensemble les solutions nécessaires à la bonne exécution de la présente clause, et ce dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception dudit courrier.

En cas de manquement persistant, quinze (15) jours après la réception d'une mise en demeure de faire cesser lesdits manquements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Concessionnaire et restée sans effet, le Bénéficiaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 100 Euros par jour.

## **ARTICLE 18. PLANS DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Concessionnaire et le Concédant déclarent au vu des informations mises à leur disposition par le Préfet du département ou par le maire, que la commune sur laquelle sont situés les installations, objets des présentes est concernée par un plan de prévention des risques naturels et technologiques.

Les parties sont informées que les terre-pleins, les enrochements et structures maritimes objets des présentes se situent en zone de sismicité 2 (faible) et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 125-5 et R 125-17 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé (**Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques**).

De même, le Concessionnaire et le Concédant déclarent qu'à leurs connaissances, les installations n'ont jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques.

#### **ARTICLE 19. OUVRAGES, CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS A CARACTERE IMMOBILIER / APPROBATION PREALABLE DES PROJETS DE TRAVAUX**

Par principe, le Bénéficiaire n'est pas autorisé à réaliser des ouvrages, constructions ou installations à caractère immobilier sur les dépendances du domaine public mises à sa disposition aux termes des présentes, autres que ceux autorisés par l'article 7 précité.

Cependant, ce dernier s'engage à soumettre au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante, en vue de l'obtention de son autorisation préalable, les projets de travaux de toute nature tels que, adjonction, extension, modification des installations immobilières ou de mise en conformité qu'il entend réaliser.

Cette demande devra être accompagnée d'une description précise et chiffrée des travaux projetés.

Le dossier de projet comprendra les plans, notes de calcul, description des procédés d'exécution, mémoires et devis estimatifs ainsi que le programme de réalisation.

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra engager ces travaux sans l'accord écrit du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante.

L'accord donné sur les projets de travaux ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ni être considéré comme un engagement à délivrance d'un permis de construire.

Le Bénéficiaire devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettre à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

#### **ARTICLE 20. EXECUTION DES TRAVAUX ET CONTENU DES INSTALLATIONS FAISANT L'OBJET DE L'AUTORISATION**

Le Bénéficiaire exécutera lui-même ou fera exécuter sous sa seule responsabilité par la personne de son choix les travaux ayant reçu les autorisations préalables du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante, conformément aux dispositions prévues aux conditions particulières.

Ces travaux seront effectués sous le contrôle des services du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante.

En fin de travaux, sera établi un procès-verbal de récolement, fait contradictoirement par le Bénéficiaire et le Concessionnaire.

En cas de réalisation par phases successives, et à la fin de chaque phase et en tout état de cause et au plus tard au moment de l'établissement du procès-verbal de récolement, le Bénéficiaire communiquera au Concessionnaire, un état comportant le coût hors taxes détaillé et justifié des diverses installations et leur date d'achèvement.

## **ARTICLE 21. EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE CONCESSIONNAIRE**

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, le Concessionnaire se réserve le droit de les faire exécuter partout où besoin est.

Dans ces éventualités, le Bénéficiaire ne peut ni s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre de ce fait à aucune indemnité ni réduction de redevance pour pertes, dommages, troubles de jouissance, préjudice commercial.

## **ARTICLE 22. REVOCATION ET RETRAIT DE L'AUTORISATION**

### **1. Révocation pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire :**

La présente autorisation est révoquée de plein droit en cas de violation par le Bénéficiaire de ses obligations contractuelles à l'égard du Concessionnaire, et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ou de toutes sommes pouvant être dues au titre de la présente autorisation,
- non-constitution ou reconstitution du cautionnement tel que prévue aux présentes,
- occupation partielle ou totale des terrains ou installations par un tiers non autorisé,
- location, cession partielle ou totale de l'autorisation,
- non-usage des terrains ou des installations établies pendant une durée de six mois consécutifs,
- changement ou adjonction d'activité non autorisée par le Concessionnaire.
- non-réalisation des investissements autorisés.

La révocation intervient après simple mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet dans le délai imparti qui est de 2 mois. Elle est prononcée par le Concessionnaire sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux et a son plein effet à compter du jour de la notification de cette décision par lettre recommandée.

La révocation à titre de sanction prononce l'expulsion et fixe le délai imparti au Bénéficiaire pour évacuer les lieux.

En cas de révocation, le Bénéficiaire non seulement ne peut prétendre à aucune indemnité mais encore toutes les sommes qui ont été versées par le Bénéficiaire au Concessionnaire resteront acquises par ce dernier à titre de dommages-intérêts sans préjudice des paiements à effectuer par lui de toutes sommes qu'il peut rester devoir au Concessionnaire.



## 2. Résiliation :

Nonobstant les dispositions de l'article 2, la présente autorisation est résiliable de plein droit :

- en cas de dissolution de la société Bénéficiaire de la présente autorisation,
- au cas où le Bénéficiaire ne serait plus titulaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour exercer l'activité professionnelle qui a motivé la présente autorisation,
- en cas de liquidation judiciaire à partir du jugement déclaratif. Les créanciers du Bénéficiaire ne pourront donc en aucun cas continuer l'exploitation des installations, directement ou par l'intermédiaire d'une personne de leur choix,
- en cas de condamnation pénale du Bénéficiaire,
- au cas où une décision administrative ou judiciaire ordonnerait la cessation temporaire ou définitive de l'exploitation,
- dans le cas prévu par l'article 1722 du Code civil.

La résiliation est prononcée par décision du Concessionnaire dès que l'événement qui motive cette mesure parvient à sa connaissance, sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux.

Elle a son plein effet, au gré du Concessionnaire, soit rétroactivement à compter de la date de l'événement motivant la résiliation, soit à la date d'expiration du délai imparti pour l'évacuation définitive des lieux occupés.

Dans ces cas de résiliation, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Après paiement de toutes les sommes qu'il peut rester devoir au Concessionnaire, il a droit au remboursement des redevances payées d'avance.

## 3. Retrait pour cause d'intérêt général :

Le Concessionnaire ou l'Autorité Concédante pourra en outre retirer, en totalité ou en partie, la présente autorisation si l'intérêt général l'exige.

Les modalités d'information du Bénéficiaire sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.

Ce retrait pour cause d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Bénéficiaire qui sera néanmoins remboursé des redevances payées d'avance.

## 4. Dispositions générales :

Lorsque la révocation ou le retrait sera encouru pour quelque cause que ce soit, si le Bénéficiaire refuse de quitter les lieux, il suffira pour l'y contraindre d'une simple ordonnance

de référé, rendue par le Président du Tribunal compétent, laquelle ordonnance sera exécutoire par provision et nonobstant appel.

## **ARTICLE 23. RESPONSABILITE DU BENEFICIAIRE ENVERS LE CONCESSIONNAIRE, L'AUTORITE CONCEDANTE ET LEURS ASSUREURS**

### **1. Responsabilité pour dommages de toute nature (accidents, vols...)**

Le Bénéficiaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'usage de la présente autorisation, peuvent survenir dans les locaux et installations mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à son personnel, soit à ses biens ou à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, il renonce à tous recours contre l'Exploitant et l'Autorité Concédante ainsi que leurs assureurs.

Le Bénéficiaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute personne dont il est civilement responsable, à l'occasion ou au cours de l'usage des autorisations quelles qu'en soient les victimes.

En outre, il garantit le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, pour lesdits dommages.

### **2. Dégâts des eaux**

Le Bénéficiaire et ses assureurs renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, pour tous dégâts des eaux, notamment par suite d'inondations, ruptures de canalisations ou dégâts quelconques causés par les eaux pluviales.

### **3. Responsabilité pour incendie et explosion**

En cas d'incendie ou d'explosion survenant dans les biens qui lui sont attribués, le Bénéficiaire est responsable dans les conditions prévues au Code Civil, notamment dans son article 1733.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire et ses assureurs :

- Renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, pour tous dommages, quelles qu'en soient la nature ou l'étendue, pouvant être occasionnés à leur matériel, à leur mobilier, à leurs marchandises,
- Garantissent le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre tous recours pour tous dommages, quelles qu'en soient la nature ou l'étendue, pouvant être occasionnés à ses matériels, à ses biens mobiliers, à ses marchandises, de même qu'à tous objets mobiliers appartenant, soit à son personnel, soit à des tiers, se trouvant dans les lieux attribués.

Par le seul fait que l'autorisation d'occupation est accordée sans exonération de responsabilité du Bénéficiaire, en cas d'incendie, le Concessionnaire se trouve subrogé dans tous les droits de l'assuré sans avoir à faire d'autres preuves que celles du fait matériel du sinistre et de la valeur des biens assurés et il pourra notifier aux frais du Bénéficiaire, tous les actes nécessaires pour faire produire son effet à cette subrogation.

Ne sont pas garanties par le Concessionnaire, les installations immobilières que le Bénéficiaire peut être autorisé à édifier ou à établir sur les terrains ou emplacements mis à sa disposition.

En cas de sinistre prenant naissance dans ces installations immobilières, la responsabilité du Bénéficiaire demeure entière aussi bien vis-à-vis du Concessionnaire qu'envers l'Autorité Concédante et les autres occupants du port.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire et ses assureurs :

- Renoncent à tous recours contre le Concessionnaire, l'Autorité Concédante ainsi que leurs assureurs,
- Garantissent le Concessionnaire, l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre tous recours pour tous dommages qui pourraient être occasionnés à ces biens immobiliers

## ARTICLE 24. ASSURANCE

Le bénéficiaire est tenu de souscrire, auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant ses risques d'incendie et risques annexes et tous risques dommages dont le preneur estimerait avoir besoin concernant les installations qu'il occupe.

Il garantira également sa responsabilité civile et tous risques spéciaux (pollution notamment), sa responsabilité vis-à-vis des voisins et des tiers, notamment du fait des locaux, et tous les risques assurables liés à son activité professionnelle.

En ce qui concerne les risques locatifs demeurant à la charge du Bénéficiaire, les polices d'assurance sont souscrites une valeur toujours égale à celle des bâtiments des bâtiments, locaux, installations ou emplacements occupés, de même le cas échéant qu'à celle des matériels et mobiliers utilisés pouvant appartenir au Concessionnaire.

Le Bénéficiaire prendra l'initiative de réajuster les capitaux assurés de telle sorte que les risques soient toujours intégralement garantis.

Le Bénéficiaire communique au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante les polices ou attestations d'assurances nécessaires et justifient du paiement des primes afférentes. Ces polices d'assurance doivent obligatoirement stipuler :

- Que les occupants et leurs assureurs renoncent à tous recours contre le Concessionnaire, l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, et les garantissent contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, dans les conditions exposées aux articles précédents,
- Que les assureurs ont pris connaissance de la présente autorisation,
- Que les assureurs doivent aviser le Concessionnaire de toutes suspensions, limitations, réductions ou résiliations de garanties et ne peuvent se prévaloir de la déchéance des occupants que trente jours francs après qu'elle ait été notifiée à l'Exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chaque année le bénéficiaire devra justifier au concessionnaire de la souscription conforme de ses assurances et du paiement des cotisations correspondantes.



## ARTICLE 25. SORT DES INSTALLATIONS A L'ISSUE DE L'AUTORISATION

1. A la cessation de l'occupation, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire est tenu d'évacuer les lieux occupés et de les remettre dans leur état primitif. La remise en état des lieux ne donne droit à paiement d'aucune indemnité au Bénéficiaire.
2. En application de l'article L2122-9 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le Concessionnaire en accord avec l'Autorité Concédante, peut décider de conserver le bénéfice de toutes constructions, installations et améliorations existant à la fin de l'occupation.

Dans cette hypothèse, ces dernières seront incorporées automatiquement au domaine public, sans que l'Autorité Concédante ou le Concessionnaire soient tenus au versement d'aucune indemnité.

3. En outre, sans préjudice de tous dommages et intérêts en sa faveur, le Concessionnaire a le droit, sans aucune formalité préalable, de débarrasser les lieux occupés des installations mobilières pouvant s'y trouver, de déposer les matériels, mobiliers, marchandises, denrées et autres objets dans un lieu public et au besoin, de faire procéder à la vente de ces biens par un officier public, conformément à la loi, aux frais, risques et périls du Bénéficiaire.

Le Concessionnaire a également le droit de faire procéder, aux frais, risques et périls du Bénéficiaire, à toute démolition des installations immobilières qu'il ne désire pas conserver et à tous travaux destinés à assurer la remise des lieux dans leur état primitif.

4. A compter de la date fixée pour l'évacuation définitive des lieux, le Bénéficiaire qui se maintient est tenu de payer au Concessionnaire des pénalités de retard dans les conditions prévues aux présentes.

## ARTICLE 26. PENALITES POUR RETARD DANS LA LIBERATION DES LIEUX

A compter de la date fixée pour l'évacuation des lieux, le Bénéficiaire qui se maintient est tenu de payer, en sus de la redevance d'occupation, sans mise en demeure préalable, par jour de retard à libérer les lieux ou à les remettre en état, une indemnité égale à 10 % de la redevance mensuelle fixe.

## ARTICLE 27. REPRISE DU MATERIEL ET DU MOBILIER

A la cessation de l'occupation, quelle qu'en soit la cause, le Concessionnaire se réserve le droit d'exiger du Bénéficiaire qu'il rétrocède à son successeur les installations à caractère mobilier, le matériel et le mobilier lui appartenant, indispensables au maintien de l'exploitation autorisée. Le Concessionnaire peut même exiger cette rétrocession pour son compte, au cas où il décide de poursuivre lui-même l'exploitation considérée.

En cas de désaccord sur les conditions de la reprise, celles-ci sont fixées à l'issue d'experts, chaque partie désignant un expert.

A défaut d'entente, les parties pourront désigner un tiers-expert.

En aucun cas le Bénéficiaire ne peut exiger de son successeur ou du Concessionnaire une indemnité quelconque pour cession de droits ou d'éléments incorporels.

## **ARTICLE 28. IMPOTS, TAXES ET FRAIS**

Le Bénéficiaire supporte tous les frais inhérents à la présente autorisation ainsi que tous les impôts et taxes, y compris l'impôt foncier, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l'objet de la présente autorisation.

Il fait en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code général des impôts.

En fin d'occupation, quelle qu'en soit la cause, avant tout enlèvement de mobilier, matériel ou marchandises, il doit justifier au Concessionnaire du paiement de tous impôts, contributions et taxes dont il est redevable.

## **ARTICLE 29. FIN NORMALE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation prendra fin de plein droit à l'arrivée de son terme.

## **ARTICLE 30. JUGEMENT DES CONTESTATIONS**

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu les autorisations d'occupation et d'utilisation accordées par le Concessionnaire sont de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

## **ARTICLE 31. AVENANTS**

La présente autorisation ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chacune des parties.



## ARTICLE 32. ANNEXES CONTRACTUELLES

Les annexes énoncées ci-après font parties intégrantes de la présente autorisation :

Annexe n° 2 : Extrait Kbis du Bénéficiaire ou Statuts + récépissé déclaration de l'Association  
Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques

Fait en quatre exemplaires originaux.

Cachet et Signature :

A Toulon, le : _____	
<p>Pour le Concessionnaire</p> <p><i>B. Gertis</i></p> <p>Basil GERTIS</p>	<p>Pour le Concédant</p> <p>Jean-Pierre GIRAN</p>
<p>Pour le Bénéficiaire</p> <p><b>Le Mandataire du Groupement</b></p> <p>Terminal Automobiles Services 663 Av. de la 1<sup>re</sup> Armée Française Rhin &amp; Danube 83500 LA SEYNE-SUR-MER SIRET 319 742 136 00041 Christophe SANTONI</p>	

**Annexe n° 1 : Plans de situation des lieux concernés**

PARAPHE

CS
Le Bénéficiaire



Ports Rade de Toulon		ZIP BREGAILLON NORD LOT 7				DIRECTION	VALIDATION	REDACTEUR	DATE	IND	ECHELLE	FORMAT
						C.ROSSO	M.BEUTIN	F.PANICONI	10/03/2023	A	1/300	A3

**Annexe n° 2 : Extrait Kbis d Bénéficiaire**

PARAPHE

CS
Le Bénéficiaire



*Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 30 avril 2024

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

*Immatriculation au RCS, numéro* 319 742 136 R.C.S. Toulon  
*Date d'immatriculation* 17/03/2021  
*Transfert du* R.C.S. de Marseille en date du 01/01/2021  
*Date d'immatriculation d'origine* 12/09/1980  
*Dénomination ou raison sociale* **TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES TAS** Société par actions  
*Sigle* simplifiée 7 500,00 Euros  
*Forme juridique* Lot 8 - Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon 663 Avenue de la 1ère  
*Capital social* Armée Française 83500 La Seyne-sur-Mer  
*Adresse du siège* L'exécution de travaux liés à l'exploitation pour compte de tiers,  
*Activités principales* d'installations d'entreposage non frigorifiques, de tout matériel roulant ou pas (véhicules automobiles ou autres); ces travaux consistent à entreposer les matériels réceptionnés en vue de la réalisation d'opérations de contrôle et de préparation de ces matériels depuis les postes de déchargement jusqu'aux installations d'entreposage et inversement, des installations d'entreposage vers les différents postes à quai. Le transport public routier de marchandises et accessoirement la manutention portuaire, plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à son objet social ou tous objets similaires ou connexes. Commissaire de transport. Jusqu'au 30/06/2079  
31 décembre  
*Durée de la personne morale*  
*Date de clôture de l'exercice social*

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES**

**Président**

*Dénomination* CHARLES ANDRE  
*Forme juridique* Société par actions simplifiée  
*Adresse* Zone Industrielle de Gournier 26200 Montélimar  
*Immatriculation au RCS, numéro* 433 631 645 RCS Romans  
*Personne ayant le pouvoir de diriger, gérer ou engager à titre habituel*  
*Nom, prénoms* PIC Arthur  
*Date et lieu de naissance* Le 05/10/1991 à Montélimar (26)  
*Nationalité* Française  
*Domicile personnel* 58 Route de Saint-Gervais 26200 Montélimar

**Directeur général**

*Nom, prénoms* SANTONI Christophe  
*Date et lieu de naissance* Le 03/05/1966 à Paris 15ème (75)  
*Nationalité* Française  
*Domicile personnel* 209 Avenue du Littoral 83150 Bandol

**Commissaire aux comptes titulaire**

*Nom, prénoms* FEHR Patrick  
*Date et lieu de naissance* Le 06/02/1964 à Rueil-Malmaison (92)  
*Nationalité* Française  
*Domicile personnel ou adresse professionnelle* 41 Rue du Village d'Entreprises Bât 8 31670 Labège

**Commissaire aux comptes suppléant**

*Nom, prénoms* RICOTE Nicanor

<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 06/02/1964 à Périgueux (24)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	36 Rue Jean Jullien Davin 26000 Valence

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	Lot 8 - Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon 663 Avenue de la 1ère Armée Française 83500 La Seyne-sur-Mer
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	L'exécution de travaux liés à l'exploitation pour compte de tiers, d'installations d'entreposage non frigorifiques, de tout matériel roulant ou pas (véhicules automobiles ou autres); ces travaux consistent à entreposer les matériels réceptionnés en vue de la réalisation d'opérations de contrôle et de préparation de ces matériels depuis les postes de déchargement jusqu'aux installations d'entreposage et inversement, des installations d'entreposage vers les différents postes à quai. Le transport public routier de marchandises et accessoirement la manutention portuaire, plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à son objet social ou tous objets similaires ou connexes. Commissaire de transport. 01/01/2021
<i>Date de commencement d'activité</i>	
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT





N° de gestion 2022B02988

**Extrait Kbis****EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 8 juillet 2024**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	921 698 668 R.C.S. Toulon
<i>Date d'immatriculation</i>	25/11/2022
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>LOGICAR TOULON</b>
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	100 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	2 Avenue de l'Infanterie de Marine 83000 Toulon
<i>Activités principales</i>	La location de courte, moyenne et longue durée de véhicules et l'achat et la vente de véhicules neufs et d'occasions et de fournitures, de produits et accessoires et, tous travaux de nettoyage et d'entretiens courants de véhicules.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 25/11/2072
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre
<i>Date de clôture du 1er exercice social</i>	31/12/2023

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES****Président**

<i>Nom, prénoms</i>	SANTONI Robin
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 19/09/1997 à Melun (77)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	236 Allée Thérèse Résidence Les Bastides du Soleil 83110 Sanary-sur-Mer

**Directeur général**

<i>Nom, prénoms</i>	ATTAL Geoffrey Joseph Louis
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 24/03/1998 à Saint-Maurice (94)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	66 Rue Henri Dunant 92700 Colombes

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	2 Avenue de l'Infanterie de Marine 83000 Toulon
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	La location de courte, moyenne et longue durée de véhicules et l'achat et la vente de véhicules neufs et d'occasions et de fournitures, de produits et accessoires et, tous travaux de nettoyage et d'entretiens courants de véhicules.
<i>Date de commencement d'activité</i>	15/11/2022
<i>Déclaration, autorisation, titre ou diplôme</i>	
<i>Autorité</i>	Préfecture du Var
<i>Date de délivrance</i>	13/04/2023
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

**Greffé du Tribunal de Commerce de Toulon**

PALAIS LECLERC  
140 BD MARECHAL LECLERC  
BP 509  
83041 TOULON CEDEX 09

N° de gestion 2022B02988

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

- Mention n° F22/034717 du 25/11/2022

Ajout du nom de domaine : à compter du 15/11/2022 logicar-rent.fr

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT





PARAPHE

CS
Le Bénéficiaire



**Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques**





**ARRETE PREFECTORAL DDTM/SAD/BR-N°19-05-17 du 03 2019**  
**relatif à l'élaboration de l'état des risques et pollutions**  
**de biens immobiliers**

**Commune de LA SEYNE-SUR-MER**

**LE PREFET DU VAR**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu le code général des collectivités territoriales ;**

**Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 à L.125-7, R.125-23 à R.125-27, R.563-4 et D.563-8-1 ;**

**Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;**

**Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;**

**Vu le décret n° 2010-1254 relatif à la prévention des risques ;**

**Vu le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 2011 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 06 août 2014 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2016 portant délégation de signature à M. David BARJON, directeur départemental des territoires et de la mer du Var, dans l'effet de signer, notamment, tous actes, documents administratifs, dans le cadre des missions relevant de sa direction ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 portant création des secteurs d'information sur les sols (SIS) dans le département du Var ;**

**Considérant** l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires pour les terrains situés en secteur d'information sur les sols, en application de l'article L125-7 du code de l'environnement ;

**Considérant** la situation de terrains répertoriés, par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019, en secteur d'information sur les sols sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER ;

**Sur proposition** de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral du 06 août 2014 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques et pollutions pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la fiche communale d'informations sur les risques et pollutions auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire ;
- l'arrêté de prescription du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) et ses arrêtés de prolongation du délai d'approbation ;
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune ;
- la fiche synthétique d'informations sur le risque sismique ;
- la fiche synthétique d'information liée aux secteurs d'information sur les sols (SIS) ;
- la fiche relative à la parcelle située en secteur d'information sur les sols (SIS) sur la commune ;
- l'adresse internet de la liste actualisée des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique ;
- l'adresse internet du site sur lequel il est possible de consulter l'arrêté préfectoral portant création des SIS sur le département du Var.

Ce dossier, avec les documents de référence mentionnés ci-dessus, est librement consultable en mairie et à la direction départementale des territoires et de la mer du Var.

Le dossier d'informations est accessible sur le site internet de l'État dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (rubrique : politiques publiques/prévention sécurité des-biens et des personnes/risques naturels et technologiques).

### **ARTICLE 3 :**

Ces éléments d'informations sont mis à jour au regard des situations mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4 :**

Une copie du présent arrêté et le dossier d'information propre à la commune sont adressés à Monsieur le maire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var, soit d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**ARTICLE 6 :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Toulon, Monsieur le directeur de cabinet, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer et Monsieur le maire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
le Directeur départemental des territoires et de la mer du Var,



David BARJON



## ***DOSSIER COMMUNAL D'INFORMATIONS***

***ACQUÉREURS - LOCATAIRES***

***COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER***





## Préfecture du Var

Code postal : 83 500

Commune de LA-SEYNE-SUR-MER

Code INSEE : 83 126

Fiche communale d'information risques et pollutions  
aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et sols pollués

## 1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° DDTM/SAD/BR-n°19-05-17

du :

03/06/19

mis à jour le :

## 2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [ PPR n ]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

Ce PPR est prescrit et non encore approuvé :

Ce PPR est approuvé :

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui :	non : X
oui :	non :
oui :	non :

consultable sur Internet \*

oui : non :

## 3. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques miniers [ PPR m ]

3.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR m

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui : non : X

consultable sur Internet \*

oui : non :

## 4. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques technologiques [ PPR t ]

4.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

Ce PPR est prescrit et non encore approuvé :

Ce PPR est approuvé :

PPR prescrit

date 01/03/13

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

L'arrêté ministériel de prescription du 1<sup>er</sup> mars 2013

Les arrêtés ministériels de prolongation de délai : 30/06/2014, 29/02/2016, 20/06/2017 et 21/02/2019

Effets de surpression, thermiques,  
aléa Toxiques et de projection

consultable sur Internet \*

X

consultable sur Internet \*

X

## 5. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Zone 1

Zone 2 X

Zone 3

Zone 4

Zone 5

Très faible :

faible :

modérée :

moyenne :

forte :

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Article D 563-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicité

consultable sur Internet \* X

## 6. Situation de la commune au regard de la pollution de sols

La commune est située en secteur d'information sur les sols (SIS)

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

l'Arrêté préfectoral du 26/04/2019 + les fiches annexées

oui : X non :

consultable sur Internet \* X

pièces jointes

## 7. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

en application de l'article R125-26 du Code de l'environnement

les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont disponibles :

Périmètre d'étude du PPRT joint à l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2013.

Pour les secteurs d'information sur les sols (SIS) sur le lien :

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/anciens-sites-industriels-et-sols-pollues-r243.html>

## 8. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

à la date de l'édition de la présente fiche communale les risques près de chez soi

! La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site <http://www.georisques.gouv.fr/> dans la rubrique : Connaître les risques près de chez soi

catastrophes naturelles nombre 11

catastrophes technologiques nombre

Date: mai 2019

site\* [www.var.gouv.fr](http://www.var.gouv.fr)

Le préfet de département

## **FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS SUR LE RISQUE**

### **TECHNOLOGIQUE**

#### **COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER**

##### **I Le Plan de Prévention des Risques technologiques (P.P.R.T)**

Un plan de prévention des risques technologiques relatif à la présence de la pyrotechnie principale de TOULON a été prescrit, par arrêté ministériel, le 1er mars 2013 sur parties des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER. Son délai d'élaboration a été prolongé :

- par arrêté ministériel du 30 juin 2014, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2016 ;
- par arrêté ministériel du 29 février 2016, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2017 ;
- par arrêté ministériel du 20 juin 2017, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- par arrêté ministériel du 21 février 2019, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Le P.P.R. présente trois principaux objectifs qui visent à :

- agir sur l'urbanisation existante afin de protéger la population soumise au risque technologique;
- mieux encadrer l'urbanisation future autour de ces établissements industriels à « hauts risques »;
- agir sur la maîtrise des risques à la source par la mise en œuvre de mesures supplémentaires

D'une façon générale, le P.P.R.T permet de constituer une connaissance du risque pour que chaque personne concernée soit informée et responsabilisée.

Il institue par ailleurs une réglementation minimum mais durable afin de garantir les mesures de prévention. C'est pour cela que le P.P.R. constitue une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et elle s'impose notamment aux documents d'urbanisme (POS, PLU).

Le P.P.R. est l'outil qui permet d'afficher et de pérenniser la prévention. Il contient des informations sur les risques potentiels, la prévention, la réglementation et l'utilisation du sol. Il permet de limiter les dommages et d'améliorer la sécurité sur les biens et les personnes. Il fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants (dans un objectif de réduction de la vulnérabilité), à l'implantation de toute construction et installation, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toute activité.

##### **II. Description sommaire du risque technologique:**

Le site de la pyrotechnie principale de TOULON comprend des installations classées SEVESO seuil haut, classement qualifiant des installations à haut risque.

Du fait des dangers importants qu'il présente, ce site est soumis à un certain nombre de contraintes réglementaires, dont l'objectif prioritaire est la maîtrise du risque à la source.

Ainsi, certaines parties des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER, incluses dans le périmètre d'étude du PPRT, sont susceptibles d'être impactées par des phénomènes dangereux à cinétique rapide avec des effets de surpression, des effets thermiques, des effets toxiques et des effets de projections.

- L'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2013 prescrivant le PPRT et le périmètre d'études,
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1<sup>er</sup> mars 2016,
- l'arrêté ministériel du 29 février 2016 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1<sup>er</sup> septembre 2017,
- l'arrêté ministériel du 21 février 2019 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1<sup>er</sup> septembre 2020,

sont joints à cette fiche.

### **III. Informations générales**

<http://www.var.gouv.fr/>

<http://www.georisques.gouv.fr/>

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/risques-technologiques-directive-seveso-et-loi-risques>

[http://www.sigvar.org/frontblocks/risques/donnees\\_cartes\\_comunes\\_risques.php?ID\\_CODE\\_INSEE=92](http://www.sigvar.org/frontblocks/risques/donnees_cartes_comunes_risques.php?ID_CODE_INSEE=92)

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/plans-de-prevention-des-risques-technologiques-r1211.html>

Date de réalisation ou de mise à jour de la fiche : mai 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA DEFENSE

**ARRÊTÉ**

Prescription du plan de prévention des risques technologiques  
de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires  
des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

**Le ministre de la Défense,**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-26 ;

**VU** le code de l'environnement, livre I<sup>er</sup> - titre II relatif à l'information et à la participation des citoyens et notamment son article D.125-31 relatif aux commissions de suivi de site ;

**VU** le code de l'environnement, livre V- titre I relatif aux installations classées et notamment les articles R.515-39 à R.515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie aux articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret ministériel du 30 juillet 2010 autorisant l'exploitation des installations implantées dans l'enceinte de la pyrotechnie principale de Toulon située sur le territoire des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

**VU** la décision n° 1790 du 7 juin 2006 du ministre de la défense classant la pyrotechnie principale de Toulon en opération secrète intéressant la défense nationale ;

**VU** l'étude de dangers jointe au dossier d'autorisation d'exploiter de mai 2008 et les informations complémentaires transmises le 19 octobre 2012 ;

**CONSIDERANT** que la pyrotechnie principale de Toulon comprend des installations classées "AS" (autorisation avec servitudes) au sens de la nomenclature des installations classées et appartenant à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** la liste des phénomènes dangereux issue de l'étude de dangers de la pyrotechnie principale de Toulon, complétée par la liste des phénomènes dangereux transmise le 19 octobre 2012 ;



**CONSIDERANT** que des parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), sont susceptibles d'être soumises aux effets de ces phénomènes dangereux ;

**CONSIDERANT** la nécessité de limiter l'exposition des populations potentiellement impactées par des contraintes et des règles particulières en matière d'urbanisme, de construction et d'usage ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la chef de l'Inspection des installations classées de la Défense

### **Arrête**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Périmètre d'étude

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) est prescrite sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Le périmètre d'étude du PPRT est délimité par la carte annexée au présent arrêté.

#### **ARTICLE 2** : Nature des risques pris en compte :

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des phénomènes dangereux à cinétique rapide avec des effets de surpression, des effets thermiques, des effets toxiques et des effets de projections.

#### **ARTICLE 3** : Services instructeurs

Une équipe de projet interministérielle, composée de la direction départementale des territoires et de la mer du Var et de l'inspection des installations classées de la Défense élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1<sup>er</sup>.

Les autres procédures relatives à l'établissement du plan de prévention des risques technologiques sont accomplies à la diligence du préfet du Var.

#### **ARTICLE 4** : Personnes et organismes associés

Conformément à l'article L.515-22 du code de l'environnement, sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques les personnes et organismes suivant :

- la commune de Toulon ;
- la commune d'Ollioules ;
- la commune de La Seyne-sur-Mer ;
- la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée ;
- le syndicat mixte du ScoT Provence Méditerranée ;
- le syndicat mixte Ports Toulon Provence ;
- le commandant de l'arrondissement maritime Méditerranée ;
- le commandant de la base navale de Toulon ;
- le colonel commandant le 519<sup>ème</sup> GTM ;
- le directeur de l'établissement principal munitions Méditerranée ;
- la commission de suivi de site.

Deux réunions de travail au minimum sont organisées avec les personnes et organismes associés ou leurs représentants. La première de ces réunions est tenue au début de la procédure, lorsque la superposition des cartes d'aléas et d'enjeux est disponible. La deuxième réunion est convoquée sur la base des premiers projets de note de présentation, zonage réglementaire et règlement.



D'autres réunions avec les personnes et organismes associés ou leurs représentants peuvent être organisées à leur demande ou en tant que de besoin.

Ces réunions sont convoquées au moins dix jours avant la date prévue. Les compte rendus des réunions sont adressés sous quinzaine, pour observations, aux personnes et organismes associés. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les trente jours suivant la réception du compte rendu.

Le projet de plan de prévention des risques technologiques, éventuellement modifié pour tenir compte de la concertation, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de leur saisine, leur avis est réputé favorable.

#### **ARTICLE 5 : Modalités de concertation**

La concertation consiste en au moins deux réunions de la commission de suivi de site. La première comprend la présentation de l'arrêté de prescription du PPRT. La deuxième comprend la présentation du projet de plan de prévention des risques technologiques.

Les réunions de la commission de suivi de site ayant pour objet le plan de prévention des risques technologiques ne sont pas ouvertes au public. Le bilan de la concertation n'est pas rendu public.

Conformément à l'article R.515-50 alinéa III, pour les installations relevant du ministre de la défense ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret de la défense nationale, les mesures d'information et de consultation prévues au livre V titre Ier chapitre V section VI sous-section I du code de l'environnement ne sont pas effectuées et le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique.

#### **ARTICLE 6 : Mesures de publicité**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il sera, en outre, publié au bulletin officiel des armées.

#### **ARTICLE 7 : Délais**

Le plan de prévention des risques technologiques doit être approuvé dans les 18 mois qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration.

Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le ministre de la défense peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

#### **ARTICLE 8 :**

Le préfet du Var, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var et la chef de l'inspection des installations classées de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

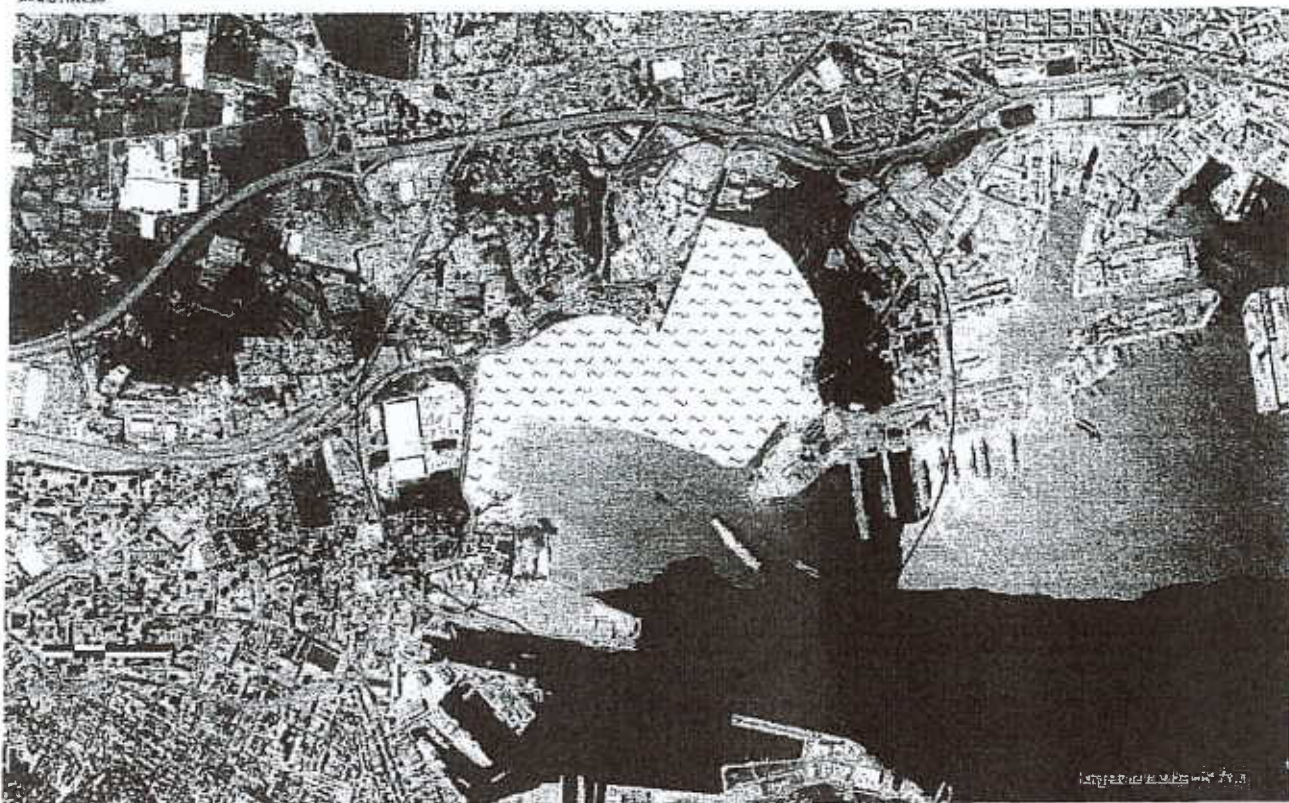
Fait à Paris le 01 MAR 2013  
L'administratrice civile hors classe  
Jointe au sous-directeur  
de l'immobilier et de l'environnement  
Pour le Ministre et par délégation  
  
Line BONMARTEL-COULOUME

## ANNEXE

Périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques  
de la pyrotechnie principale de Toulon (département du Var).



PPRT de la pyrotechnie de Toulon (EPMu "Méditerranée")  
Périmètre d'étude



Sources:

51 000 000

REPUBLIQUE FRANCAISE  
MINISTERE DE LA DEFENSE

Arrêté

de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la défense,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2013 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

CONSIDERANT les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

CONSIDERANT les mesures complémentaires de réduction du risque à la source actées par le courrier de l'établissement principal des munitions "Méditerranée" en date du 21 mai 2013 ;

CONSIDERANT que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans le délai de dix-huit mois à compter de la date de l'arrêté de prescription ;

CONSIDERANT qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R. 515-40 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du chef de l'inspection des installations classées de la défense :

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au **1<sup>er</sup> mars 2016**.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et au bulletin officiel des armées.

Fait à Paris, le 30 JUIN 2015  
L'ingénieur en chef des ponts  
des eaux et des forêts  
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement  
Pour le ministre et par délégation  
Stanislas PROUVOST



REPUBLIQUE FRANCAISE  
MINISTERE DE LA DEFENSE

ARRÊTÉ portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la défense,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prorogeant le plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire qui figure dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées de la défense :

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Art.2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2013 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologique autour de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Art. 3. Le chef de l'inspection des installations classées de la défense, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département du Var.

Art. 4. Cet arrêté sera publié *au Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le 29 FEV. 2016

Pour le ministre de la défense et par délégation :

L'ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,  
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement



Stanislas PROUVOST.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES

**ARRÊTÉ** portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

La ministre des armées,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté n° 943/DEF/SGA/DMPA/SDIE/BENV du 30 juin 2014 de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon communes de Toulon, Ollioules et la Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 29 février 2016 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 13 février 2017 portant nomination (administration centrale) ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées de la défense.

Arrête :

Art. 1er. Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2019.

Art. 2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes concernées et au siège de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département.

Art. 3. Le chef de l'inspection des installations classées de la défense, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

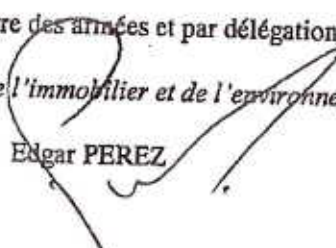
Art. 4. Cet arrêté sera publié au *Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le 20 JUIN 2017

Pour la ministre des armées et par délégation

*Le sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement,*

Edgar PEREZ





## MINISTÈRE DES ARMÉES

### **ARRÊTÉ portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)**

La ministre des armées,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté n° 943/DEF/SGA/DMPA/SDIE/BENV du 30 juin 2014 de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, commune de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 29 février 2016 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2017 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées relevant des armées :

#### **Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup> .Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2020.**

Art.2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes concernées et au siège de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

Art.3. Le chef de l'inspection des installations classées relevant des armées, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

Art.4. Cet arrêté sera publié *au Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le 21 Janvier 2019

Pour la Ministre, et par délégation

Le sous-directeur de l'immobilier  
et de l'environnement



Philippe DRESS



## FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS SUR LE RISQUE SISMIQUE

### COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

#### I. Nature et caractéristique de l'aléa – intensité du risque

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur le long de failles en profondeur dans la croûte terrestre (rarement en surface). Le séisme génère des vibrations importantes du sol qui sont ensuite transmises aux fondations des bâtiments.

Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques. Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie stockée permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. Le déplacement instantané qui en résulte est la cause des séismes. Après la secousse principale, il y a des répliques, parfois meurtrières, qui correspondent à des réajustements des blocs au voisinage de la faille.

Un séisme est caractérisé par :

- **Son foyer** (ou hypocentre) : c'est l'endroit de la faille où commence la rupture et d'où partent les premières ondes sismiques.
- **Son épicentre** : point situé à la surface terrestre à la verticale du foyer.
- **Sa magnitude** : intrinsèque à un séisme, elle traduit l'énergie libérée par le séisme. La plus connue est celle de Richter. Augmenter la magnitude d'un degré revient à multiplier l'énergie libérée par 30.
- **Son intensité** : qui mesure les effets et dommages du séisme en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure objective par des instruments, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit en surface et dont il est perçu (dommages aux bâtiments notamment). On utilise habituellement l'échelle EMS98, qui comporte douze degrés. Le premier degré correspond à un séisme non perceptible, le douzième à un changement total du paysage. L'intensité n'est donc pas, contrairement à la magnitude, fonction uniquement du séisme, mais également du lieu où la mesure est prise (zone urbaine, désertique...). D'autre part, les conditions topographiques ou géologiques locales (particulièrement des terrains sédimentaires reposant sur des roches plus dures) peuvent amplifier les mouvements sismiques du sol (effets de site), donc générer plus de dommages et ainsi augmenter l'intensité localement. Sans effets de site, l'intensité d'un séisme est habituellement maximale à l'épicentre et décroît quand on s'en éloigne.
- **La fréquence et la durée des vibrations** : ces 2 paramètres ont une incidence fondamentale sur les effets en surface.
- **La faille activée** (verticale ou inclinée) : elle peut se propager en surface.

Un séisme peut se traduire à la surface terrestre par la dégradation ou la ruine des bâtiments, des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles, mais peut également provoquer des phénomènes annexes importants tels que des glissements de terrain, des chutes de blocs, une liquéfaction des sols meubles imbibés d'eau, des avalanches ou des raz-de-marée (tsunamis : vague pouvant se propager à travers un océan entier et frapper des côtes situées à des milliers de kilomètres de l'épicentre de manière meurtrière et dévastatrice).



## II. Le zonage sismique

L'analyse de la sismicité historique (à partir des témoignages et archives depuis 1000 ans), de la sismicité instrumentale (mesurée par des appareils) et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une commune, c'est-à-dire l'ampleur des mouvements sismiques attendus sur une période de temps donnée (aléa probabiliste).

Le nouveau zonage sismique de la France divise le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (article D563-8-1 du code de l'environnement). Ce classement est réalisé à l'échelle communale.

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte.

Dans le VAR, toutes les communes sont classées en zones de sismicité 2 à 4 (carte annexée à cette fiche).

**La commune de LA SEYNE-SUR-MER est située en zone 2, sismicité faible.**

## III. Les règles de construction parasismique

Le zonage sismique de la France impose (dans les zones 2, 3, 4 et 5) l'application de règles parasismiques pour les constructions neuves et aux bâtiments existants dans le cas de certains travaux d'extension notamment.

Ces règles sont définies par les normes Eurocode 8, qui ont pour but d'assurer la protection des personnes contre les effets des secousses sismiques. Elles définissent les conditions auxquelles doivent satisfaire les constructions pour atteindre ce but.

En cas de secousse « nominale », c'est-à-dire avec une ampleur théorique maximale fixée selon chaque zone, la construction peut subir des dommages irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants.

En cas de secousse plus modérée, l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques doit aussi permettre de limiter les endommagements et, ainsi, les pertes économiques. Ces nouvelles règles sont applicables à partir de mai 2011 à tout type de construction.

Les principales références réglementaires concernent l'article L.563-1 du code de l'environnement, le décret 2010-1254 du 22 octobre 2010 et l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Les règles de classification issues de l'arrêté du 22 octobre 2010 sont synthétisées ci-après :

- catégorie d'importance I : bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée ;
- catégorie d'importance II : habitations individuelles, établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5, habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m, bureaux ou établissements commerciaux non ERP ( $h \leq 28$  m, max. 300 pers.), bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes, parcs de stationnement ouverts au public ;

- catégorie d'importance III : ERP de catégories 1, 2 et 3, habitations collectives et bureaux de hauteur supérieure à 28 m, bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes, établissements sanitaires et sociaux, centres de production collective d'énergie, établissements scolaires ;
- catégorie d'importance IV : bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne, établissements de santé nécessaires à la gestion de crise, centres météorologiques.

Dans les zones de **sismicité faible (zone 2)**, les règles de construction parasismiques sont obligatoires, pour toute construction neuve ou pour les travaux d'extension sur l'existant, pour les bâtiments de catégories III et IV. Elles sont également obligatoires pour les travaux lourds, pour les bâtiments de catégorie IV (décret 2010-1254 du 22 octobre 2010).

Les grandes lignes de ces règles de construction parasismique sont :

- la prise en compte de la nature du sol et du mouvement du sol attendu,
- la qualité des matériaux utilisés,
- la conception générale de l'ouvrage (qui doit allier résistance et déformabilité),
- l'assemblage des différents éléments qui composent le bâtiment (chaînages),
- la bonne exécution des travaux.

#### **IV. Les grands principes de construction parasismique**

- fondations reliées entre elles,
- liaisonnement fondations-bâtiments-charpente,
- chaînages verticaux et horizontaux avec liaison continue,
- encadrement des ouvertures (portes, fenêtres),
- murs de refend,
- panneaux rigides,
- fixation de la charpente aux chaînages,
- triangulation de la charpente,
- chaînage sur les rampants,
- toiture rigide,

**Le respect des règles de construction parasismique ou le renforcement de sa maison permettent d'assurer au mieux la protection des personnes et des biens contre les effets des secousses sismiques.**

#### **V. Informations générales**

Le risque sismique : <http://www.georisques.gouv.fr/articles/le-risque-sismique>

Ma commune face au risque : <http://www.georisques.gouv.fr/index.php>

Plan séisme : <http://www.planseisme.fr>

Le Bureau Central Sismologique français (BCSF) : <http://www.franceseisme.fr>

Date d'élaboration de la fiche : avril 2011

mise à jour : mai 2019



Direction  
Départementale  
des Territoires  
et de la Mer

## ZONES DE SISMICITE DU VAR Décret du 22 octobre 2010



### LEGENDE

- Zone de sismicité faible (2)
- Zone de sismicité modérée (3)
- Zone de sismicité moyenne (4)

DATE : MAI 2011  
BD CARTO@IGN2006



**FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS**  
**POUR LES SECTEURS D'INFORMATION SUR LES SOLS**

**COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER**

**I. Présentation des Secteurs d'Information sur les sols ou SIS :**

Les SIS comprennent les terrains où est avérée une pollution des sols consécutive à d'anciennes activités de type industrielles.

L'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 a porté création des secteurs d'information sur les sols (SIS) dans le département du Var.

Cet arrêté recense, dans le Var, les terrains pour lesquels la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

Ce dispositif est un outil d'information à destination des acquéreurs ou locataires afin que ces derniers soient conscients de l'état des sols des terrains qu'ils occupent ou souhaitent acheter.

**Les SIS recensés sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER correspondent à :**

L'ANCIENNE USINE A GAZ  
L'ECOLE MATERNELLE JEAN JAURES  
L'ANCIEN DEPOT PETROLIER TOTAL  
LA RAFFINERIE DU MIDI – ANCIEN DEPOT PETROLIER

**II. Les conséquences pour un terrain situé en SIS :**

Afin de garantir l'absence de risque sanitaire pour les occupants des futures constructions, tout aménageur porteur d'un projet de construction (permis de construire ou d'aménager) devra prendre en compte, dès sa conception, le risque de pollution des sols et des eaux souterraines ainsi que les opérations de dépollution nécessaires pour rétablir la compatibilité entre l'état des sols et l'usage envisagé.

**III. Consultation des SIS :**

L'arrêté préfectoral portant création des SIS dans le département du Var est consultable sur le lien : <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/anciens-sites-industriels-et-sols-pollues-r243.html>

**VI. Informations générales :**

Pour plus d'informations, consulter les liens :

<http://www.georisques.gouv.fr/>

<http://www.georisques.gouv.fr/les-secteurs-dinformatons-des-sols-sis>

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/sis-secteur-dinformation-sur-les-sols>

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites-et-sols-pollues>

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>

**Date de réalisation ou de mise à jour de la fiche : mai 2019**



## Identification

Identifiant 83SIS06132  
Nom usuel ANCIEN DEPOT PETROLIER TOTAL  
Adresse Corniche du Bois Sacré  
Lieu-dit  
Département VAR - 83  
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126  
Caractéristiques du SIS au 18/09/2012

### Description du site:

Ancien DEPOT Pétrolier - Sté TOTAL à la SEYNE - 83-

Site d'un ancien dépôt pétrolier sur une superficie de 2,5 à 3 ha en zone industrielle, situé non loin du bord de mer et où était exploitée dès 1994, une usine de fabrication de briques de charbon.

Dans les années 1930 apparaît l'activité de stockage d'hydrocarbures liquides jusqu'à la fermeture du site en 1988. Trois plateformes ont été aménagées pour implanter les bacs de stockage et les installations de transvasement. Le volume des produits stockés avait une capacité de 27 000 m<sup>3</sup>. L'AP du 28/09/1972 a autorisé l'augmentation de capacité de 14 900m<sup>3</sup> à 27 000m<sup>3</sup>.

### Description qualitative :

Lors de la cessation d'activité, toutes les infrastructures existantes ont été enlevées (réservoirs de stockages, postes de transvasement) à l'exception des bâtiments. L'atteinte à l'environnement restant sur le site était due à la présence d'hydrocarbures dans les sols.

Une évaluation environnementale a été réalisée par la société TOTAL en 1993 et une proposition technique de réhabilitation a été présentée à l'administration en février 1995. Au vu de ces éléments, l'AP du 4/01/1996 a prescrit les objectifs et les modalités de réhabilitation du site pour un usage de type industriel. Les terres souillées par les Hydrocarbures ont été traitées par biodégradation sur place et celles marquées par les HAP incinérées en centre spécialisé.

Les compte-rendus de travaux fournis début 1998 par la société TOTAL, ont mis en évidence des difficultés d'évaluation des teneurs finales en hydrocarbures dans les sols. Aussi, des dispositions complémentaires ont été définies afin de procéder à la validation totale des travaux effectués. L'industriel a présenté en 2001, un bilan satisfaisant de l'état de la qualité des sols après traitement par biodégradation. Par ailleurs, les eaux de pompage récupérées au moment des excavations ont fait l'objet d'un traitement. Le procès verbal de récolement a été délivré le 9/10/2003. TOTAL a déposé un dossier de demande d'instruction de SUP en Septembre 2004.



Du fait de l'absence de nappe sensible, il n'y avait pas de suivi piézométrique effectué, au delà de celui réalisé pendant les travaux et qui n'a mis en évidence aucune anomalie.

Le terrain a fait l'objet d'un compromis de vente à la SAS CORNICHE DU BOIS SACRE en vue de la réalisation d'un ensemble d'immeuble. Un diagnostic de pollution des sols et une Etude Quantitative des Risques Sanitaires ont été effectués le 13/04/2012. Les résultats ont montré la présence ponctuelle de métaux (As, Cu, Hg, Pb, Zn) à des concentrations supérieures au bruit de fond géochimique; des anomalies en HCT et HAP dans les sols. Pas d'anomalies sur les eaux souterraines et on notera la présence ponctuelle de composés volatils dans les gaz du sol. L'EQRS a mis en évidence que pour le projet d'aménagement, les risques pour la santé humaines des futur usagés sont acceptables pour l'ensemble des scénarii étudiés.

Ce site ne nécessite plus d'actions de la part de l'administration et va basculer dans BASIAS.

Etat technique Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire

Observations

#### Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0005	<a href="http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=83.0005">http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=83.0005</a>

#### Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection Terrains concernés à risques gérés

Commentaires sur la sélection

#### Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 936412.0 , 6226851.0 (Lambert 93)  
 Superficie totale 59380 m²  
 Périmètre total 4053 m

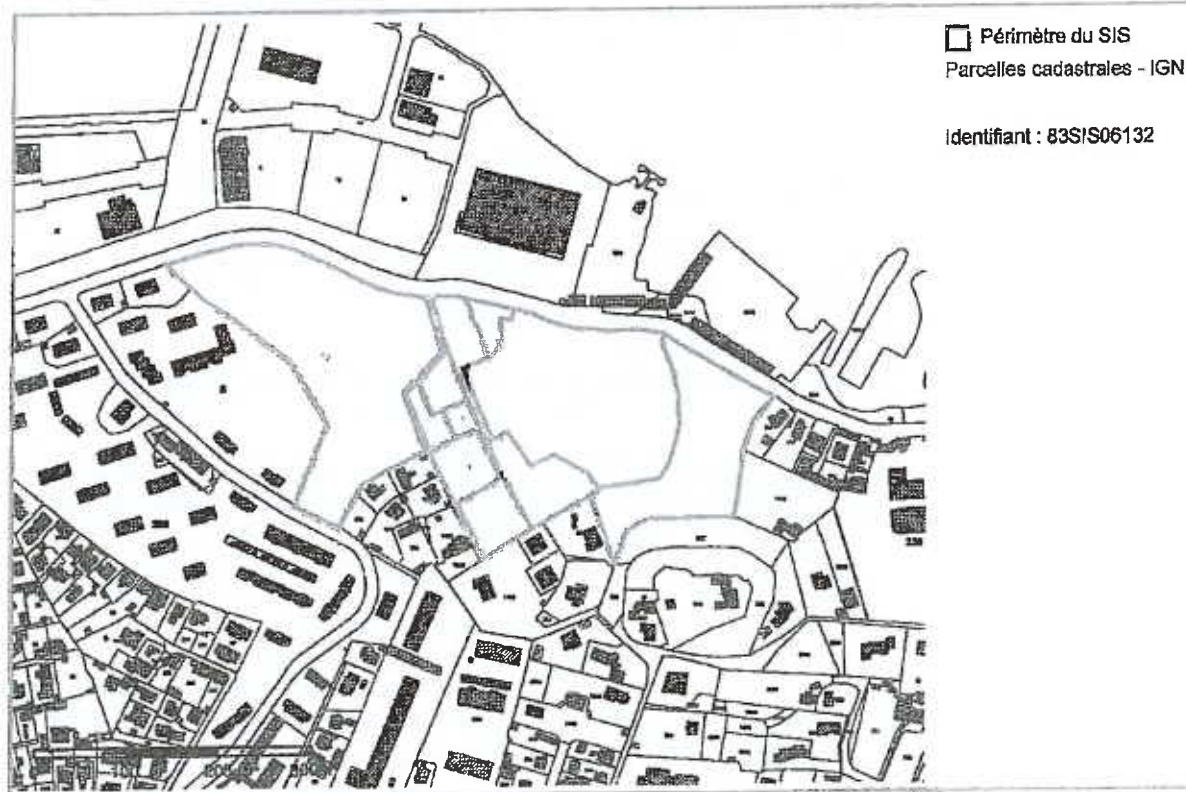
## Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du  
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AR	1326	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	201	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	203	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	193	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	195	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	194	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	196	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	720	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	721	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	723	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	204	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	1349	31/07/2012

## Documents

## Cartographie





## Identification

Identifiant	83SIS06133
Nom usuel	RAFFINERIE du MIDI - ANCIEN DEPOT PETROLIER
Adresse	Route de la Gare
Lieu-dit	
Département	VAR - 83
Commune principale	LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS	au 04/05/2016

### Description du site:

RAFFINERIE du MIDI - Ancien Dépôt Pétrolier à la Seyne - 83-

L'activité de cet ancien dépôt de produits pétroliers date de 1896, une autorisation d'exploitation ayant été délivrée en 1912.

Ce dépôt a été progressivement agrandi jusqu'à avoir en 1964 une capacité de stockage de 20 000 m<sup>3</sup>.

Il est implanté en zone industrielle de la Seyne sur une superficie d'environ 4,5 ha.

Son activité s'est arrêtée en 1994 .

### Description qualitative:

Lors de la fermeture en 1994 de ce dépôt, les infrastructures ont été enlevées (réservoirs de stockage, postes de chargement des citernes routières).

En 1995, l'exploitant a fait réaliser par la société GEOSTOCK une étude de diagnostic du sous-sol qui a mis en évidence une contamination des sols par des hydrocarbures en un certain nombre de zones du terrain.

Le problème de l'affectation ultérieure du site étant resté en attente, l'industriel a tardé à présenter une proposition de réhabilitation.

En août 1998, l'exploitant a fait procéder à une étude complémentaire au diagnostic initial du site, par la société GESTER, assortie d'une estimation du coût des travaux nécessaires pour atteindre un niveau de décontamination inférieur ou égal à 500 mg/kg d'hydrocarbures dans les sols.

La question du devenir du site n'étant toujours pas réglée, la DRIRE a agi auprès de l'exploitant, fin 1999, afin qu'il prenne une décision. En mars 2000, il a choisi d'accepter ce niveau de décontamination de 500 mg/kg qui par sa sévérité, permet un usage ultérieur ambitieux des terrains. La partie haute exempte d'exploitation antérieure serait cédée à la Ville pour des logements; la partie basse objet de ces travaux serait cédée à la communauté urbaine de T.P.M. en relation avec le projet de tramway.

L'exploitant après appel d'offres a réalisé les travaux en 2002 selon les propositions et les solutions techniques retenues à cette fin pour un usage multi fonctionnel des terrains; le bilan des travaux a été remis



La procédure d'institution de servitudes d'utilité publique a été finalisée par l'AP d'instauration de SUP le 16/06/2006

Du fait de l'absence de nappe sensible, il n'y a pas de suivi piézo;

Ce site ne nécessite plus d'action de l'administration chargée des installations classées. Cet ancien site industriel est répertorié depuis 2012 sur le site BASIAS.

Etat technique Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usage ou servitudes imposées ou en cours

Observations

### Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0012	<a href="http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=83.0012">http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=83.0012</a>

### Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection Terrains concernés à risques gérés

Commentaires sur la sélection

### Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 934164.0 , 6228214.0 (Lambert 93)

Superficie totale 36370 m<sup>2</sup>

Périmètre total 904 m

### Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du  
parcellaire

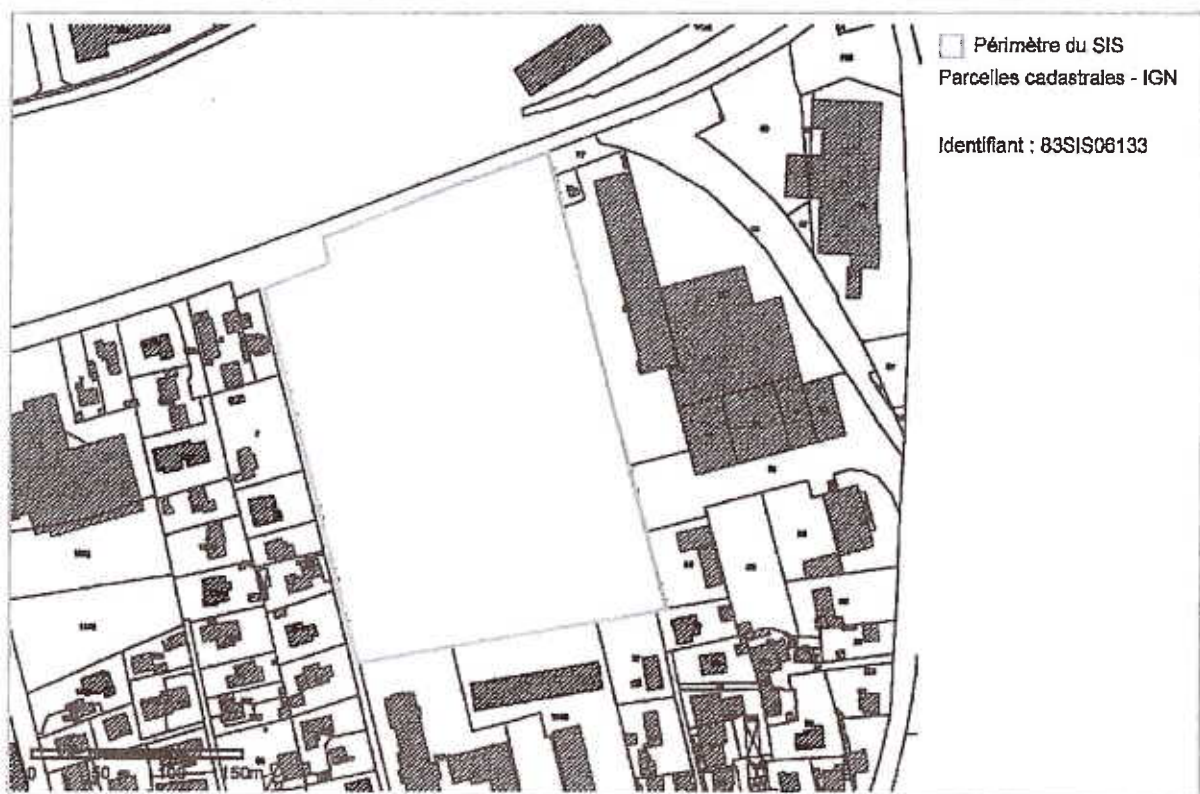
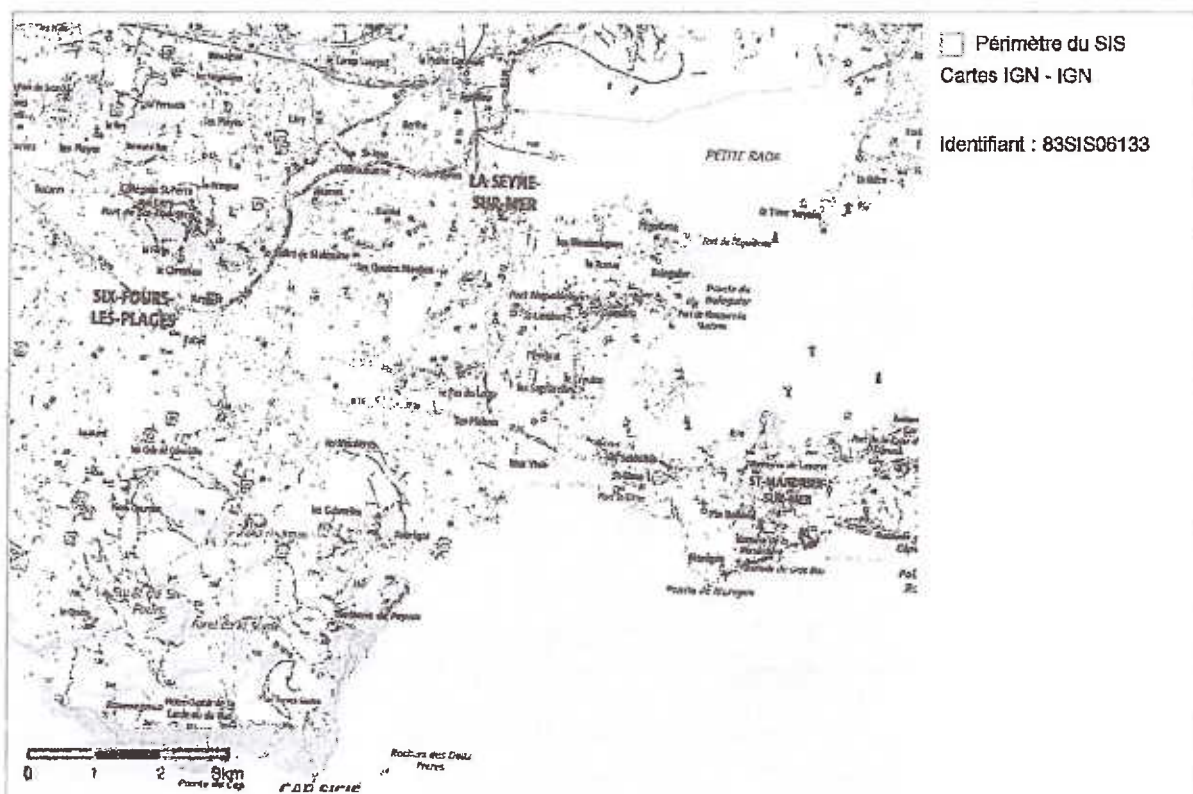
Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AD	38	08/08/2012

### Documents

Titre	Commentaire	Diffusé
plan-cartographique-83.0012--1		Oui



# Cartographie





## Identification

Identifiant 83SIS06347  
Nom usuel Ancienne usine à gaz  
Adresse Avenue Pierre Fraysse/ rue Henri Barbusse  
Lieu-dit  
Département VAR - 83  
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126  
Caractéristiques du SIS au 08/06/2012

### Description du site :

\* Site de La Seyne sur mer -83-

Le terrain est situé au centre ville. Il a une superficie d'environ 10938 m<sup>2</sup> pour la partie exploitation . Le site a accueilli de 1864 à 1941/43 une usine fabriquant du gaz à partir de la distillation de la houille. Les activités de l'usine (d'une superficie de 7700 m<sup>2</sup>) ont été arrêtées en 1943. En 1943 le site a stocké le gaz produit à l'usine de Toulon La Loubière dans les gazomètres. Les installations de l'usine ont été démantelées.

Gaz de France et EDF n'ont jamais été exploitant de l'usine.

Actuellement, le site est occupé par EDF GDF Services (agence, parc de matériel, benne à déchets...).

A l'issue du protocole, un projet d'aménagement du site est à l'étude par la Ville.

### Description qualitative :

Gaz de France a hiérarchisé ses actions sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gère, répartis sur l'ensemble du territoire. La méthodologie retenue a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis à vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de la population sur le site..).

L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de 5 classes de priorité pour lesquelles les engagements de Gaz de France ont fait l'objet d'un protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usine à gaz entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France signé le 25 avril 1996.

Sur le site de l'ancienne usine à gaz de La Seyne sur mer, en classe 4 du protocole, ont été réalisés un diagnostic initial suivi d'un diagnostic approfondi en raison du réaménagement pour les besoins interne de l'entreprise. L'ensemble des études a consisté à effectuer des recherches historiques et documentaires, à rechercher des ouvrages

enterrés, à évaluer l'impact du site sur les ressources locales en eau (eaux souterraines et superficielles), à caractériser le sol superficiel pour évaluer les risques de contact direct et ceux liés à d'éventuelles émanations gazeuses et à caractériser le sol en profondeur.

Ces diagnostics, effectués par un bureau d'études à la demande de Gaz de France, ont mis en évidence l'existence d'une cuve à goudron contenant 160 tonnes de produits goudronneux ainsi qu'une zone de terre souillée aux goudrons et une cuve à solvant naphta contenant 4m³ de solvant. Les cuves à goudron et solvant ont été vidées et nettoyées au début de l'année 1998. Le site ne présente pas de risques pour son usage actuel.

Les eaux souterraine ont été analysées au moment des études puis arrêtées du fait de l'absence d'impact avéré.

Ce site n'appelle plus d'actions de la part de l'administration et bascule vers BASIAS.

Etat technique Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire

Observations

## Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0022	<a href="http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=83.0022">http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=83.0022</a>

## Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

## Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde	935157.0 , 6226564.0 (Lambert 93)
Superficie totale	10524 m²
Perimètre total	1130 m

## Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du  
parcellaire

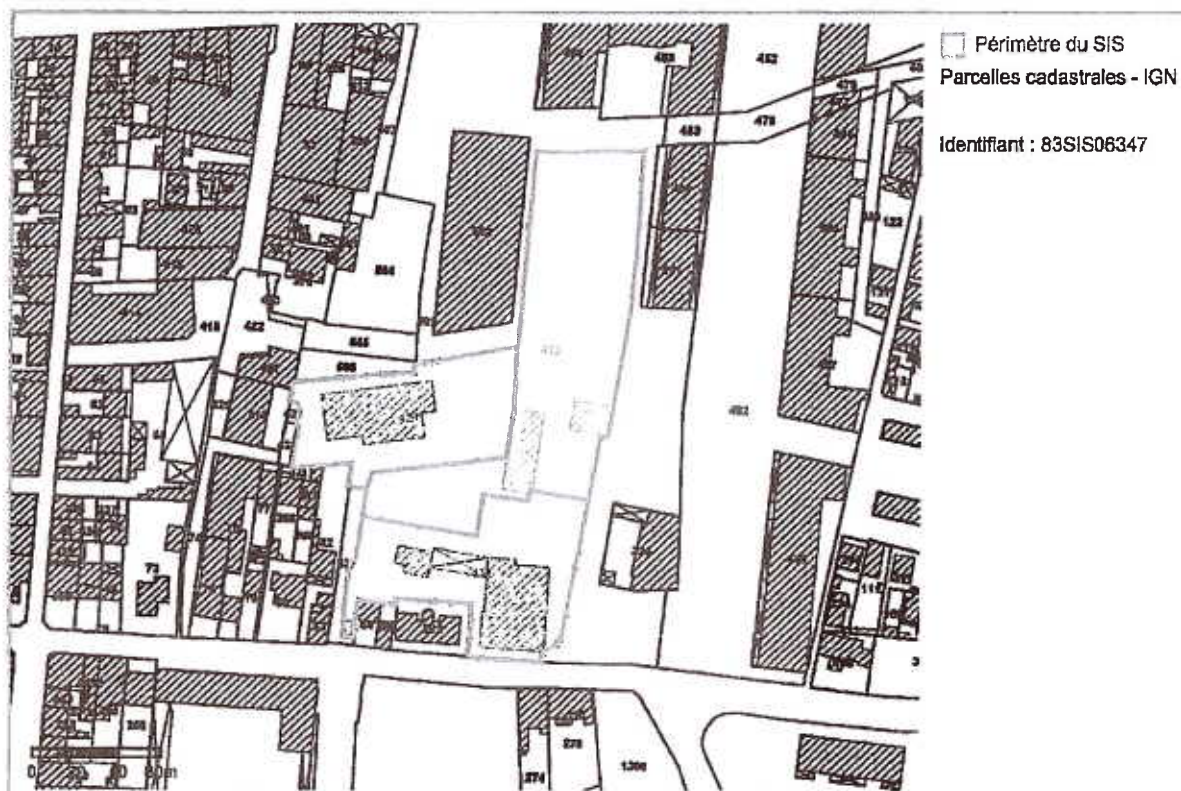
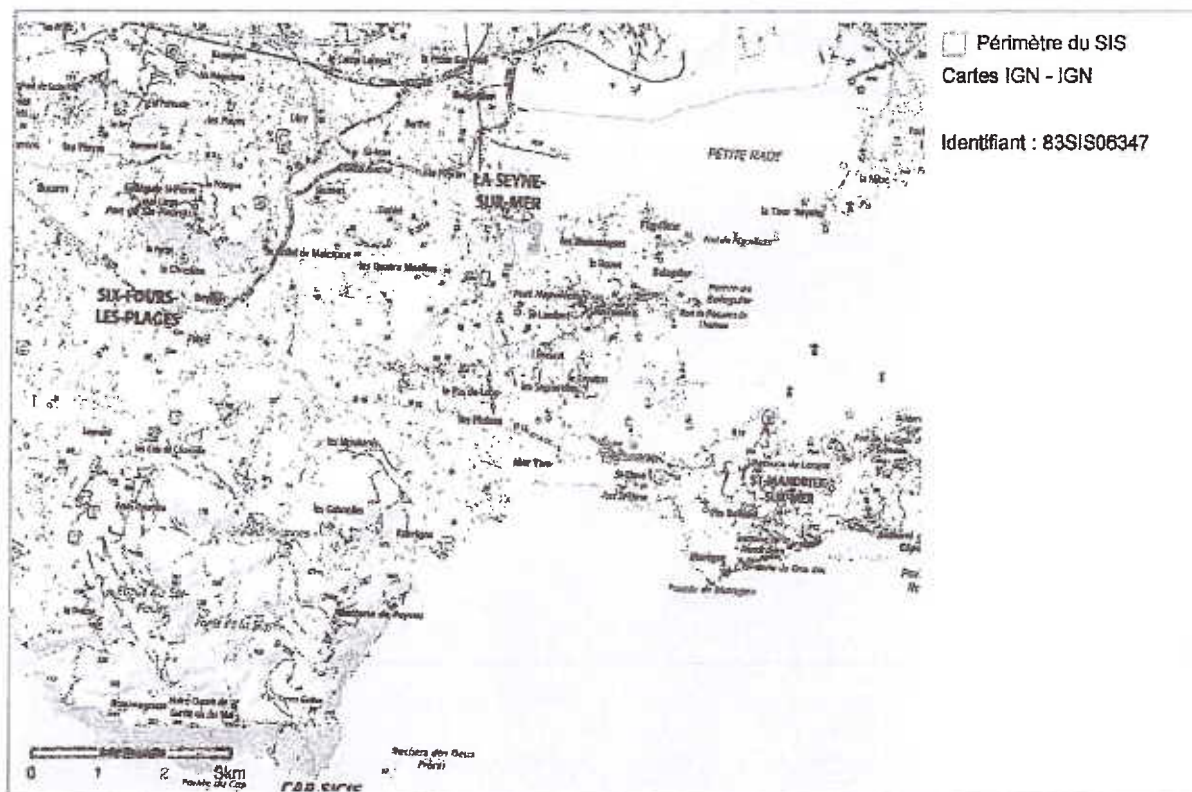
Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AP	433	
LA SEYNE SUR MER	AP	434	
LA SEYNE SUR MER	AP	436	

## Documents

Titre	Commentaire	Diffusé
plan-cartographique-83.0022-1		Oui



## Cartographie







## Identification

Identifiant 83SIS06677  
Nom usuel Ecole maternelle Jean Jaurès  
Adresse rue Boisselin  
Lieu-dit  
Département VAR - 83  
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126  
Caractéristiques du SIS au 18/01/2018

La qualité des milieux au droit de l'école a potentiellement été influencée par d'anciennes activités recensées dans l'environnement de l'établissement. Les investigations réalisées dans le cadre de la démarche « établissements sensibles » (<http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/Demarche-Etablissements-Sensibles.html>) au droit de l'école ont mis en évidence que des composés volatils ont été quantifiés dans l'air des sols et l'air sous dalle de certains bâtiments. Toutefois, les aménagements actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions

Les diagnostics et études réalisées permettent de conclure que les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions. Néanmoins, des anomalies ont été mises en évidence et si des aménagements ou les usages des lieux venaient à être modifiés il faudrait vérifier la compatibilité des projets avec l'état des sols.

Etat technique

Observations

## Références aux inventaires

### Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

### Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 934961.0 , 6226390.0 (Lambert 93)  
Superficie totale 2208 m<sup>2</sup>  
Périmètre total 245 m

## Liste parcellaire cadastral

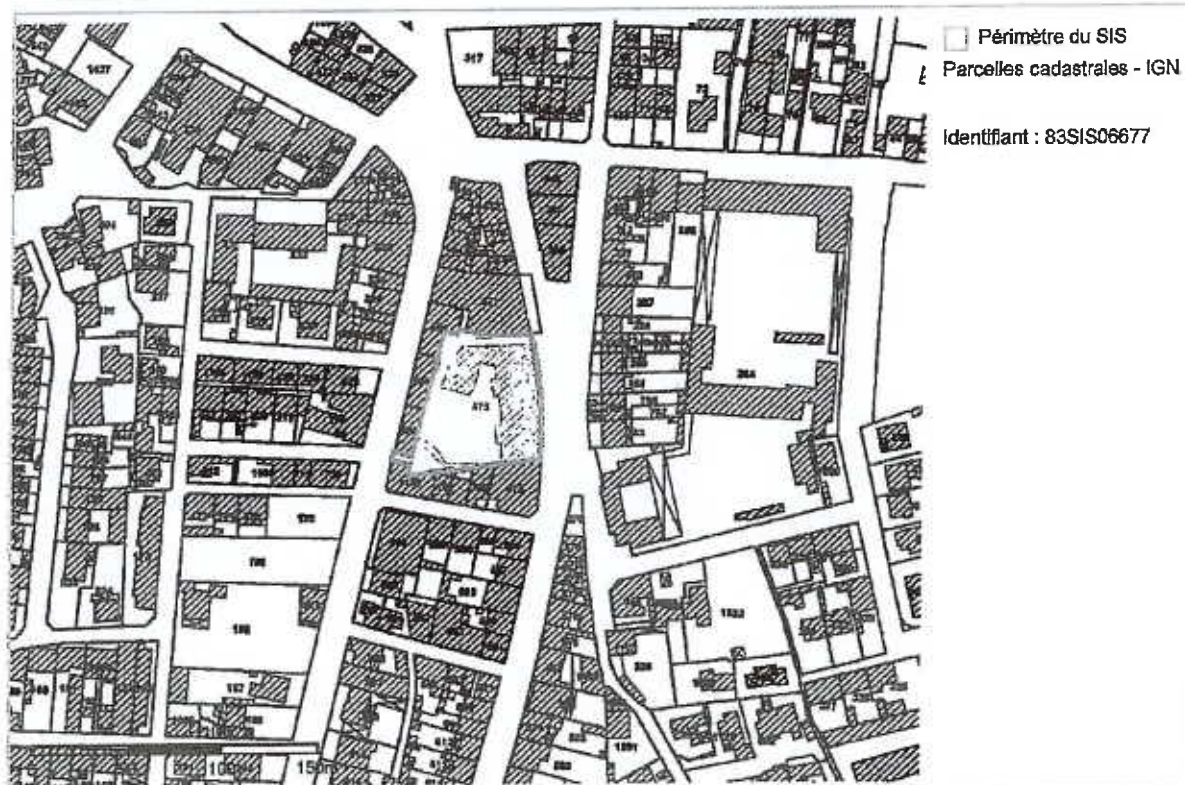
Date de vérification du  
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AO	576	24/01/2018

## Documents

Titre	Commentaire	Diffusé
plan_carto_01		Oui

## Cartographie





## ASSEMBLEE GENERALE DU 28 NOVEMBRE 2024

### EMTC – ZIP DE BREGAILLON | Lot 7 Autorisation d'Occupation Temporaire au profit du Groupement TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES (TAS) et LOGICAR

#### MEMBRES ELUS VOTANTS :

M. Jean-Michel ABEILLE,  
Mme Sandrine ARMABESSAIRE,  
M. Philippe ARTUPHEL,  
Mme Christelle BASEVI,  
M. Pascal BATAILLÉ,  
M. Stéphane BELTRANDO,  
M. Jean-Luc BENVENUTTO,  
M. Frédéric BERGON,  
Mme Stéphanie CARRA,  
M. Jean-Christophe CASTAIGNE,  
M. Olivier CAVALLO,  
M. Thierry COULOMB,  
M. Christophe DE LORENZI,  
M. Philippe DONAT,  
M. Vincent GAILLED RAT,

M. Basil GERTIS - Président,  
M. Michel GILLY,  
M. Julien HUCHETTE,  
Mme Emma IHDENE,  
Mme Patricia LASSAULT,  
M. Bernard LECAT,  
M. Jérôme LEDIG,  
M. Patrick MALLARONI,  
M. Joël POTIER,  
Mme Céline RICHAUD  
M. Olivier SERRA,  
M. Bruno SOGHOMONIAN,  
M. Frédéric SOULIÉ,  
M. Jean-Daniel TRESSOL,  
M. Arnaud VAN LIMBERGHEN,

#### MEMBRES ELUS NON VOTANTS :

M. Claude BARBAROUX,  
M. Stéphane BONIFAY,  
Mme Laurence CANANZI,  
Mme Anne-Marie DAURY,  
M. Jacques GHELARDI,

Mme Mireille KENNEL,  
M. Léo Malfant,  
Mme Véronique MAUREL,  
M. Lionel VIRENQUE.  
Mme Véronique VUILLEMIN.



## ASSEMBLEE GENERALE DU 28 NOVEMBRE 2024

### EMTC – ZIP DE BREGAILLON | Lot 7

### Autorisation d'Occupation Temporaire au profit du Groupement TERMINAL AUTOMOBILES SERVICES (TAS) et LOGICAR

Le lot 7 a été mis en concurrence par le biais d'un Appel à Manifestation d'Intérêt publié le 19 juin 2023 sur la plateforme des marchés publics de l'Etat, le site internet de la Direction des Ports ainsi que dans la presse spécialisée (print et numérique) pour l'occupation de terre-plein. Le lot 7 se situe dans le périmètre de la concession commerce des Ports et plus particulièrement dans la ZIP de Brégaillon.

Pour un motif d'intérêt général, le lot 7 n'a pas été attribué. En effet la durée d'occupation de ce lot ne pourra excéder le 31.12.2026. Une nouvelle mise en concurrence a par conséquent été publiée le 14 mai 2024.

Le Groupement TAS/LOGICAR, occupant actuel dans les ports de Brégaillon, le Terminal Croisières à la Seyne-sur-Mer et de Toulon Côte d'Azur, s'est porté candidat pour poursuivre leurs activités.

Il est en conséquence proposé d'accorder au groupement TAS/LOGICAR une Autorisation d'Occupation Temporaire dont les conditions seraient les suivantes :

**Localisation** : ZIP de Brégaillon

**Nature et superficie des surfaces mises à disposition** : 2 120 m<sup>2</sup> décomposés comme suit :  
Plan en annexe

Localisation	Natures des installations	Superficies
Lot 7	Terrain non revêtu	2 120 m <sup>2</sup>
TOTAL		<b>2 120 m<sup>2</sup></b>

**Prise d'effet** : A compter du 01 décembre 2024 jusqu'au 31 décembre 2026, sous réserve de l'approbation de l'Autorité Concédante.

**Conditions financières** : TOP EMTC 2024

- Titre 10.1 – Frais de Gestion de dossier pour la mise à disposition de bureaux :  
Frais de gestion de dossier : **350 € HT**

- Titre 9 - Pour les surfaces de terre-pleins :  
Surface de terre-plein non revêtu : **0.50 € HT / m<sup>2</sup>/mois**  
Soit pour la superficie mise à disposition, à savoir 2 120 m<sup>2</sup> : **1 060 € HT / mois**

- Titre 3.1 - Redevance fournitures diverses :  
Fourniture d'eau douce :  
Le m<sup>3</sup> (matériel et frais de branchement inclus) : **4.09 € HT**  
Minimum de perception de 10m<sup>3</sup>

Soit une redevance de **1 060 € HT/mois** pour l'occupation de terre-plein dans l'année 2024.

- Indexations par application du TOP de l'année considérée
- Garantie de paiement : 2 trimestres de redevance domaniale TTC,
- Conditions de règlement : d'avance trimestriellement.

Le Bureau du 15 novembre 2024 a donné un avis favorable. Il est donc demandé aux membres de l'Assemblée d'adopter cette proposition.

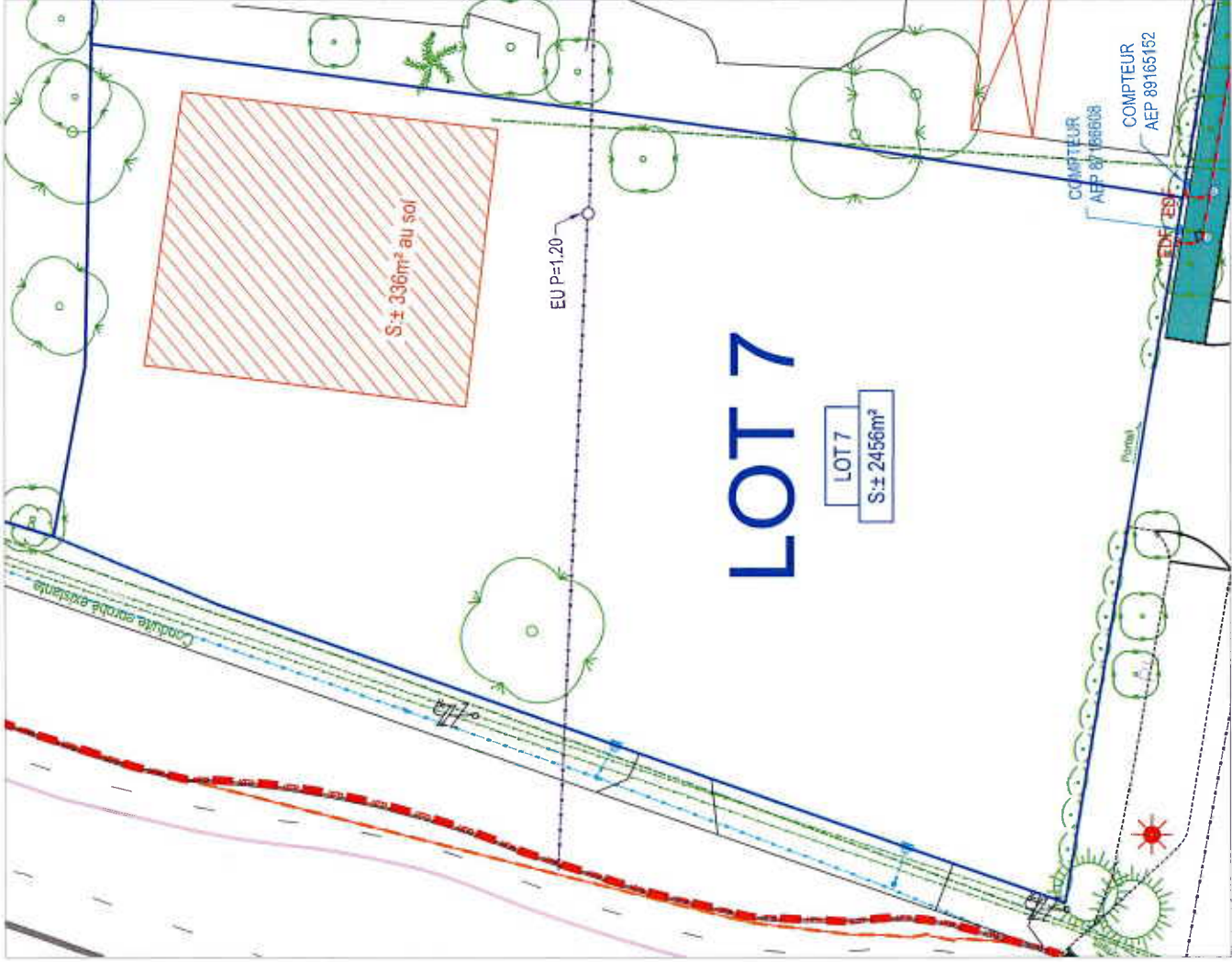
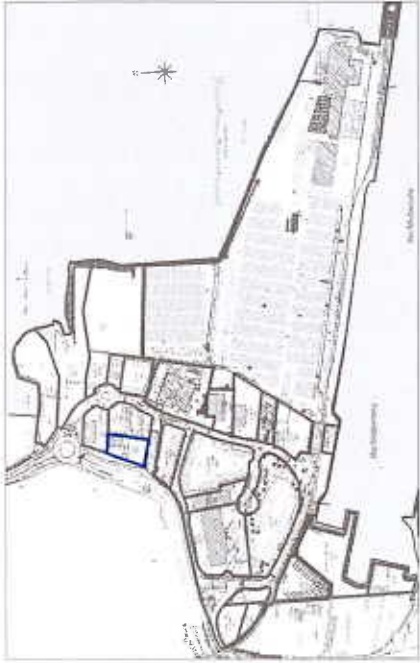
**PAR VOTE ELECTRONIQUE AU 3 DECEMBRE 2024**  
**CETTE DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES VOTANTS**

**Quorum : 21 – Voix pour : 30 – Voix contre : 0 – Abstention : 0**

Fait à Toulon,  
Le 3 décembre 2024

Le Président,

  
Basil GERTIS



<div>Ports Rade de Toulon</div> <div></div>	ZIP BREGAILLON NORD				REDIRECTEUR	DATE	IND	ECHELLE	FORM
	LOT 7				DIRECTION C.ROSSO	VALIDATION M.BEUTIN	10/03/2023	A	1/300